



KERING



CHAPITRE 1

Kering au premier semestre 2019 – Chiffres clés	3
--	----------

CHAPITRE 2

Éléments financiers du premier semestre 2019	6
---	----------

1. Rapport d'activité	6
Évolutions du périmètre et autres faits marquants du semestre	6
Activité du premier semestre 2019	8
Performances opérationnelles	17
Structure financière au 30 juin 2019	39
Méthodologie appliquée à l'élaboration des données financières 2018 retraitées IFRS 16	49
Définitions des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	49
2. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2019	51
Compte de résultat consolidé	51
État du résultat global consolidé	52
État de la situation financière consolidée	53
Tableau des flux de trésorerie consolidés	55
Variation des capitaux propres consolidés	56
Notes annexes résumées aux états financiers consolidés	57
3. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	88
4. Déclaration des Responsables du Rapport Financier Semestriel	90

CHAPITRE 1

Kering au premier semestre 2019

CHIFFRES CLÉS

Chiffres clés consolidés du Groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Chiffre d'affaires	7 638,4	6 431,9	+ 18,8 %	6 431,9
EBITDA	2 809,3	2 348,5	+ 19,6 %	2 021,6
<i>Marge d'EBITDA (en % du chiffre d'affaires)</i>	<i>36,8 %</i>	<i>36,5 %</i>	<i>+ 0,3 pt</i>	<i>31,4 %</i>
Résultat opérationnel courant	2 252,7	1 797,7	+ 25,3 %	1 771,9
<i>Taux de marge opérationnelle courante (en % du chiffre d'affaires)</i>	<i>29,5 %</i>	<i>27,9 %</i>	<i>+ 1,6 pt</i>	<i>27,5 %</i>
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du Groupe	579,7	2 344,9	- 75,3 %	2 359,6
dont activités poursuivies hors éléments non courants	1 556,1	1 247,5	+ 24,7 %	1 262,2
Investissements opérationnels bruts ⁽¹⁾	383,7	311,0	+ 23,4 %	311,0
Cash-flow libre opérationnel ⁽²⁾	1 532,7	1 686,1	- 9,1 %	1 400,5
Endettement financier net ⁽³⁾⁽⁴⁾	2 134,6	n.a.	n.a.	2 793,0

⁽¹⁾ Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

⁽²⁾ Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles sous déduction des acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

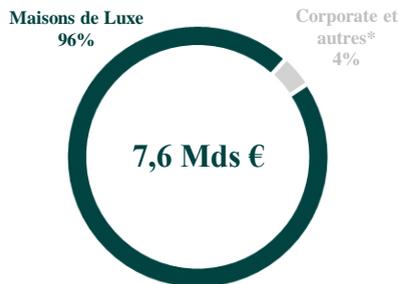
⁽³⁾ Endettement financier net défini en page 50.

⁽⁴⁾ Données non retraitées.

<i>Données par action (en euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Résultat net part du Groupe	4,61 €	18,62 €	- 75,2 %	18,74 €
dont activités poursuivies hors éléments non courants	12,37 €	9,90 €	+ 24,9 %	10,02 €

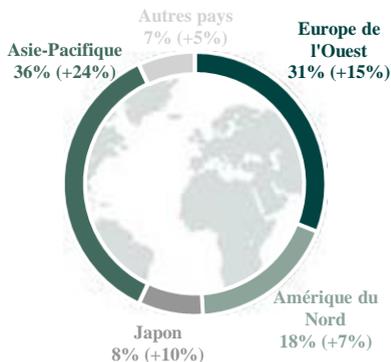


Répartition du chiffre d'affaires des activités poursuivies



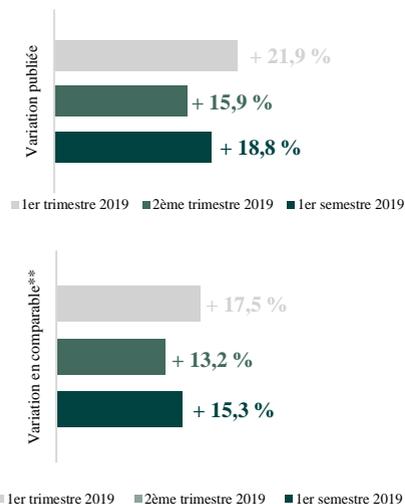
* Corporate et autres défini en page 37.

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



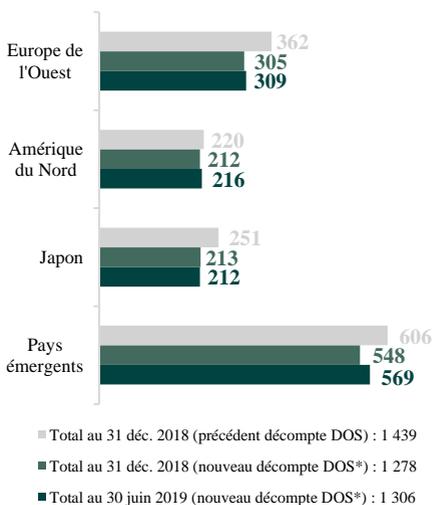
% du CA (% croissance comparable**).

Variation du chiffre d'affaires par trimestre



**Chiffres d'affaires en comparable défini en page 49.

Nombre de magasins par zone géographique



* Approche par bâtiment sur la base de la présence sous un même toit.

Résultat opérationnel courant : variation et taux de marge

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Maisons de Luxe	2 370,0	1 910,0	+ 24,1 %	1 886,0
Taux de marge opérationnelle courante	32,2 %	30,8 %	+ 1,4 pt	30,4 %
Corporate et autres	(117,3)	(112,3)	- 4,5 %	(114,1)
Groupe	2 252,7	1 797,7	+ 25,3 %	1 771,9
Taux de marge opérationnelle courante	29,5 %	27,9 %	+ 1,6 pt	27,5 %

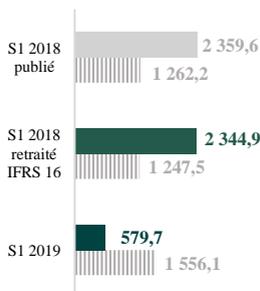
Passage vers le résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Résultat opérationnel courant	2 252,7	1 797,7	+ 25,3 %	1 771,9
en % du chiffre d'affaires	29,5 %	27,9 %	+ 1,6 pt	27,5 %
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(340,9)	(326,9)	- 4,3 %	n.a.
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	316,6	301,0	+ 5,2 %	n.a.
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS17)	2 228,4	1 771,9	+ 25,8 %	1 771,9
en % du chiffre d'affaires	29,2 %	27,5 %	+ 1,7 pt	27,5 %

Résultat net part du Groupe*

* Résultat net de l'ensemble consolidé part du Groupe.

(en millions d'euros)

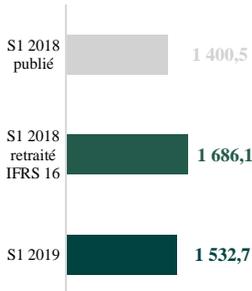


||| dont activités poursuivies hors éléments non courants

Cash-flow libre opérationnel**

** Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles – acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles.

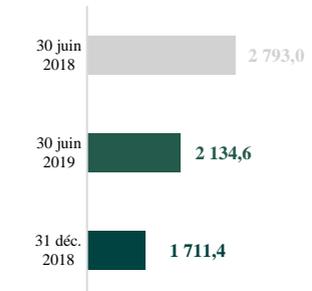
(en millions d'euros)



Endettement financier net***

*** Endettement financier net défini en page 50.

(en millions d'euros)



CHAPITRE 2

Éléments financiers du premier semestre 2019

1. RAPPORT D'ACTIVITÉ

Évolutions du périmètre et autres faits marquants du semestre

Recentrage stratégique et activités abandonnées – Volcom

Le 2 avril 2019, Kering a annoncé avoir finalisé la cession de la marque américaine de sport et lifestyle Volcom. L'entreprise américaine Authentic Brands Group (ABG) a acquis les droits de propriété intellectuelle de Volcom à compter du 1^{er} avril 2019. L'équipe managériale actuelle de Volcom reprend la licence d'exploitation de la marque et poursuivra le développement des activités de la marque aux États-Unis, en France, en Australie et au Japon (Cf. Comptes semestriels consolidés résumés, Note 9 – Activités abandonnées).

Accord avec les autorités fiscales italiennes

Le 9 mai 2019, Kering a annoncé avoir conclu un accord avec les autorités fiscales italiennes dans le cadre de la procédure ouverte à l'encontre de sa filiale suisse Luxury Goods International (LGI). L'accord, trouvé au terme d'une analyse approfondie et dans un esprit collaboratif mutuel, reconnaît que les réclamations soulevées par l'audit fiscal concernaient d'une part l'existence d'un établissement stable en Italie sur la période 2011-2017, avec les profits associés, et d'autre part, les prix de transfert intragroupe appliqués pour la même période entre LGI et Guccio Gucci S.p.A. (Cf. Comptes semestriels consolidés résumés, Note 8 – Impôt sur le résultat).

Évolution et transfert des activités logistiques

Dans un contexte d'évolution rapide de l'industrie et de croissance importante, Kering est engagé dans une refonte globale de son organisation logistique, s'appuyant sur les dernières technologies, afin de répondre aux nouveaux besoins de ses Maisons en termes de volume, de « leadtime » et d'intégration omnicanal.

Le projet, déjà engagé aux États-Unis avec la construction d'un nouveau site dans le New Jersey, sera progressivement mis en œuvre d'ici à 2022. Il impliquera notamment le regroupement de la majorité des activités logistiques jusqu'à présent opérées en Suisse dans un nouveau hub qui sera situé en Italie, près de Novara.

La nouvelle plateforme en Italie sera dimensionnée pour la croissance future du Groupe et aura une capacité de stockage plus importante, reflétant l'augmentation des volumes. Elle répondra également à la demande croissante d'interconnectivité avec les principales plateformes de transport.

Programme de rachat d'actions

Kering a annoncé le 29 octobre 2018 la mise en place d'un programme de rachat d'actions avec l'objectif de racheter jusqu'à 1,0 % de son capital social sur une durée de 12 mois.

Entre le 29 octobre 2018 et le 28 février 2019, une première tranche du programme a porté sur 603 406 actions. Un nouveau contrat d'achat d'actions avec un Prestataire de Services d'Investissements a été mis en place le 17 juin 2019. Il correspond à une seconde tranche du programme, pour un volume maximal de 658 000 actions, soit environ 0,5 % du capital social. Pour rappel, le prix maximum d'achat d'actions Kering a été fixé à 580 euros (cinq cent quatre-vingts euros) dans le cadre de la 10^{ème} résolution adoptée par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 avril 2019.

Il est prévu que les rachats débutent le 17 juin 2019 pour une durée de 3 (trois) mois au plus. Les actions ainsi rachetées sont destinées à être annulées.

Nominations et gouvernance d'entreprise chez Kering

Lors de sa réunion du 11 février 2019, le Conseil d'administration de Kering a désigné Mme Sophie L'Hélias en tant qu'administratrice référente indépendante, avec un rôle habituel, notamment, en coordination avec le Président, d'être la porte-parole du Conseil auprès des investisseurs sur les questions ESG (Environnement, Sociétal, Gouvernance).

Kering a par ailleurs annoncé la nomination de Cédric Charbit, CEO de Balenciaga, au Comité exécutif du Groupe à compter du 1^{er} juillet 2019.

Enfin, Bartolomeo Rongone est nommé CEO de la Maison Bottega Veneta à compter du 1^{er} septembre 2019, en remplacement de Claus-Dietrich Lahrs. Il sera rattaché à François-Henri Pinault, Président-Directeur général de Kering, et sera membre du Comité exécutif du Groupe.



Activité du premier semestre 2019

Préambule – 1^{ère} application de la norme IFRS 16 - Locations

Kering applique pour la première fois dans ses comptes semestriels consolidés résumés 2019 la norme IFRS 16 – Locations qui remplace la norme IAS 17 – Contrats de location appliquée jusqu'alors. Cette nouvelle norme impacte significativement les comptes de Kering du fait de l'importance du réseau de magasins gérés en propre au sein de ses Maisons.

Kering a choisi d'appliquer la méthode de transition dite « rétrospective partielle » qui n'autorise pas de retraitement des périodes comparatives. Le Compte de résultat 2019 est, par conséquent, modifié par rapport aux Comptes de résultat présentés jusqu'alors : une Charge d'amortissement linéaire des droits d'utilisation sur contrats de location et une Charge d'intérêt sur contrats de location remplacent la charge des loyers fixes précédemment reconnue de manière linéaire selon la norme IAS 17. Par ailleurs, un Droit d'utilisation sur contrats de location est désormais reconnu à l'Actif non courant ainsi que des Passifs courants et non-courants sur contrats de location sont reconnus au Passif de l'État de la situation financière pour la part des loyers fixes de ces contrats de location.

Afin d'accompagner les utilisateurs des états financiers à appréhender cette transition et conserver une lecture économique des données financières 2019 et 2018 présentées ci-après, le Groupe a choisi de présenter dans son rapport d'activité deux types de données faisant l'objet d'une réconciliation entre elles :

- **Données financières 2018 retraitées IFRS 16** : les données du premier semestre 2018 ont été retraitées pour présenter l'impact IFRS 16 sur cette période et pouvoir les mettre en regard des données du premier semestre 2019 appliquant la norme IFRS 16. La méthodologie appliquée pour l'élaboration de ces données financières 2018 retraitées IFRS 16 est présentée à la fin de ce chapitre en page 49.
- **Indicateurs financiers non IFRS 2019 ajustés IAS 17** : les indicateurs-clés tels que le Résultat opérationnel courant, l'EBITDA, le Cash-flow libre opérationnel ainsi que le Cash-flow disponible sont présentés ajustés comme si la norme IAS 17 leur avait été appliquée en lieu et place de la norme IFRS 16. La définition de ces indicateurs financiers non IFRS est présentée à la fin de ce chapitre en page 49.

(Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 4 - 1^{ère} application de la norme IFRS 16 – Locations).

Chiffres clés de l'activité

Compte de résultat résumé

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre	Variation	1 ^{er} semestre
	2019	2018		Publié
		Retraité IFRS 16		
Chiffre d'affaires	7 638,4	6 431,9	+ 18,8 %	6 431,9
Résultat opérationnel courant	2 252,7	1 797,7	+ 25,3 %	1 771,9
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	29,5 %	27,9 %	+ 1,6 pt	27,5 %
EBITDA	2 809,3	2 348,5	+ 19,6 %	2 021,6
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	36,8 %	36,5 %	+ 0,3 pt	31,4 %
Autres produits et charges opérationnels non courants	(42,2)	(39,6)	+ 6,6 %	(39,6)
Charges financières (nettes)	(133,7)	(142,6)	- 6,24 %	(97,1)
Impôt sur le résultat	(1 449,4)	(380,4)	+ 281,0 %	(385,0)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	20,7	(3,0)	n.a.	(3,0)
Résultat net des activités poursuivies	648,1	1 232,1	- 47,4 %	1 247,2
<i>dont part du Groupe</i>	623,4	1 214,2	- 48,7 %	1 228,9
<i>dont part des intérêts non contrôlés</i>	24,7	17,9	+ 38,0 %	18,3
Résultat net des activités abandonnées	(60,0)	1 148,2	- 105,2 %	1 148,2
Résultat net part du Groupe	579,7	2 344,9	- 75,3 %	2 359,6
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies hors éléments non courants ⁽¹⁾	1 556,1	1 247,5	+ 24,7 %	1 262,2

⁽¹⁾ Le Résultat net part du Groupe des activités poursuivies hors éléments non courants du premier semestre 2019 n'inclut pas la charge d'impôt exceptionnelle liée à l'accord fiscal en Italie (Cf. Note 8 et Note 10.2. des comptes semestriels consolidés résumés 2019).

Résultat opérationnel courant et EBITDA

Résultat opérationnel courant	2 252,7	1 797,7	+ 25,3 %	1 771,9
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	29,5%	27,9%	+ 1,6 pt	27,5%
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(340,9)	(326,9)	- 4,3 %	n.a.
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	316,6	301,0	+ 5,2 %	n.a.
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)	2 228,4	1 771,9	+ 25,8 %	1 771,9
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	29,2%	27,5%	+ 1,7 pt	27,5%
EBITDA	2 809,3	2 348,5	+ 19,6 %	2 021,6
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	36,8 %	36,5%	+ 0,3 pt	31,4%
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(340,9)	(326,9)	- 4,3 %	n.a.
EBITDA ajusté (IAS 17)	2 468,4	2 021,6	+ 22,1 %	2 021,6
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	32,3%	31,4%	+ 0,9 pt	31,4%



Résultats par action

Résultat net part du Groupe (par action)	4,61 €	18,62 €	- 75,2 %	18,74 €
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies hors éléments non courants (par action)	12,37 €	9,90 €	+ 24,9 %	10,02 €

Investissements opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Investissements opérationnels bruts	383,7	311,0	+ 23,4 %	311,0

Cash-flow libre opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Cash-flow libre opérationnel	1 532,7	1 686,1	- 9,1 %	1 400,5

Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	en %	1 ^{er} semestre 2018	en %	Variation réelle	Variation comparable (¹)
Total Maisons de Luxe	7 364,4	96 %	6 208,7	97 %	+ 18,6%	+ 15,2%
Corporate et autres	274,0	4 %	223,2	3 %	+ 22,8%	+ 18,7%
Chiffre d'affaires	7 638,4	100%	6 431,9	100 %	+ 18,8%	+ 15,3%

(¹) À périmètre et taux de change comparables.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2019 s'élève à 7 638 millions d'euros en hausse de 18,8 % en données publiées et de 15,3 % à périmètre et taux de change comparables par rapport au premier semestre 2018.

Les fluctuations des parités monétaires sur le premier semestre 2019 ont affecté positivement le chiffre d'affaires à hauteur de 192 millions d'euros, dont 94 millions d'euros liés au dollar américain.

Chiffre d'affaires par zone géographique

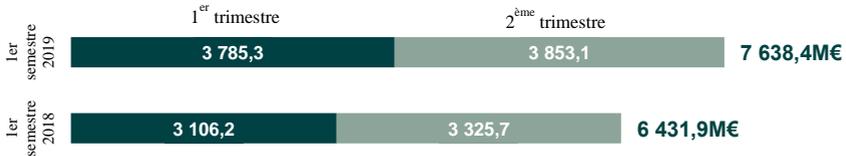
<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er}		1 ^{er}		Variation	Variation
	semestre 2019	en %	semestre 2018	en %	réelle	comparable (1)
Europe de l'Ouest	2 355,0	30,8 %	2 046,3	31,8 %	+ 15,1 %	+ 14,8 %
Amérique du Nord	1 408,4	18,4 %	1 230,6	19,1 %	+ 14,4 %	+ 7,3 %
Japon	638,6	8,4 %	547,5	8,6 %	+ 16,6 %	+ 10,2 %
Pays matures	4 402,0	57,6 %	3 824,4	59,5 %	+ 15,1 %	+ 11,6 %
Europe de l'Est, Afrique et Moyen-Orient	392,3	5,1 %	374,2	5,8 %	+ 4,8 %	+ 2,0 %
Amérique du Sud	100,3	1,4 %	83,3	1,3 %	+ 20,4 %	+ 16,0 %
Asie-Pacifique (hors Japon)	2 743,8	35,9 %	2 150,0	33,4 %	+ 27,6 %	+ 24,2 %
Pays émergents	3 236,4	42,4 %	2 607,5	40,5 %	+ 24,1 %	+ 20,8 %
Chiffre d'affaires	7 638,4	100 %	6 431,9	100 %	+ 18,8 %	+ 15,3 %

(1) À périmètre et taux de change comparables.

Le chiffre d'affaires réalisé hors de la zone euro représente 79 % des ventes.

Chiffre d'affaires trimestriel

Chiffre d'affaires trimestriel du Groupe



Chiffre d'affaires trimestriel par activité

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} trimestre 2019	2 ^{ème} trimestre 2019	1 ^{er} semestre 2019
Gucci	2 325,6	2 291,5	4 617,1
Yves Saint Laurent	497,5	475,5	973,0
Bottega Veneta	248,1	300,9	549,0
Autres Maisons	576,9	648,4	1 225,3
Total Maisons de Luxe	3 648,1	3 716,3	7 364,4
<i>Corporate et autres</i>	137,2	136,8	274,0
Total Kering	3 785,3	3 853,1	7 638,4



(en millions d'euros)	1 ^{er} trimestre 2018	2 ^{ème} trimestre 2018	1 ^{er} semestre 2018
Gucci	1 866,6	1 986,2	3 852,8
Yves Saint Laurent	408,2	400,0	808,2
Bottega Veneta	261,2	291,0	552,2
Autres Maisons	461,7	533,8	995,5
Total Maisons de Luxe	2 997,7	3 211,0	6 208,7
<i>Corporate et autres</i>	<i>108,5</i>	<i>114,7</i>	<i>223,2</i>
Total Kering	3 106,2	3 325,7	6 431,9

(en variation comparable)	Variation 1 ^{er} trimestre 2019	Variation 2 ^{ème} trimestre 2019	Variation 1 ^{er} semestre 2019
Gucci	+ 20,0 %	+ 12,7 %	+ 16,3 %
Yves Saint Laurent	+ 17,5 %	+ 15,8 %	+ 16,6 %
Bottega Veneta	- 8,9 %	+ 0,8 %	- 3,8 %
Autres Maisons	+ 21,7 %	+ 19,2 %	+ 20,3 %
Total Maisons de Luxe	+ 17,4 %	+ 13,1 %	+ 15,2 %
<i>Corporate et autres</i>	<i>+ 21,5 %</i>	<i>+ 16,0 %</i>	<i>+ 18,7 %</i>
Total Kering	+ 17,5 %	+ 13,2 %	+ 15,3 %

Résultat opérationnel courant

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Total Maisons de Luxe	2 370,0	1 910,0	+ 24,1 %	1 886,0
<i>Corporate et autres</i>	<i>(117,3)</i>	<i>(112,3)</i>	<i>- 4,5 %</i>	<i>(114,1)</i>
Résultat opérationnel courant	2 252,7	1 797,7	+ 25,3 %	1 771,9
Total Maisons de Luxe	(312,3)	(306,3)	- 2,0 %	n.a.
<i>Corporate et autres</i>	<i>(28,6)</i>	<i>(20,6)</i>	<i>- 38,8 %</i>	<i>n.a.</i>
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(340,9)	(326,9)	- 4,3 %	n.a.
Total Maisons de Luxe	289,8	282,3	+ 2,7 %	n.a.
<i>Corporate et autres</i>	<i>26,8</i>	<i>18,7</i>	<i>+ 43,3 %</i>	<i>n.a.</i>
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	316,6	301,0	+ 5,2 %	n.a.
Total Maisons de Luxe	2 347,5	1 886,0	+ 24,5 %	1 886,0
<i>Corporate et autres</i>	<i>(119,1)</i>	<i>(114,1)</i>	<i>- 4,4 %</i>	<i>(114,1)</i>
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)	2 228,4	1 771,9	+ 25,8 %	1 771,9

Sur le premier semestre 2019, la marge brute du Groupe s'est élevée à 5 652 millions d'euros, en hausse de 876 millions d'euros, soit +18,3 % par rapport au premier semestre 2018 (données 2018 retraitées IFRS 16). Sur la même période, les charges opérationnelles courantes ont augmenté de 14,1 % (données 2018 retraitées IFRS 16).

Au premier semestre 2019, le résultat opérationnel courant de Kering s'élève à 2 253 millions d'euros, en hausse de 25,3 % par rapport au premier semestre 2018 (données retraitées IFRS 16). Le taux de marge opérationnelle du Groupe s'établit à 29,5 % en croissance de 1,6 point. Celui des Maisons s'établit quant à lui à 32,2 % en croissance de 1,4 point.

A titre de comparaison, le résultat opérationnel courant du premier semestre 2019 ajusté (IAS 17) a augmenté de 25,8 % par rapport au premier semestre 2018 (données publiées). Le taux de marge opérationnelle du Groupe s'établit ainsi à 29,2 % en croissance de 1,7 point. Celui des Maisons s'établit quant à lui à 31,9 % en croissance de 1,5 point.

EBITDA

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Résultat opérationnel courant	2 252,7	1 797,7	+ 25,3 %	1 771,9
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	556,6	550,8	+ 1,1 %	249,7
Dont amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	316,6	301,0	+ 5,2 %	n.a.
EBITDA	2 809,3	2 348,5	+ 19,6 %	2 021,6

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Total Maisons de Luxe	2 850,1	2 401,6	+ 18,7 %	2 095,3
<i>Corporate et autres</i>	<i>(40,8)</i>	<i>(53,1)</i>	+ 23,2 %	<i>(73,7)</i>
EBITDA	2 809,3	2 348,5	+ 19,6 %	2 021,6
Total Maisons de Luxe	(312,3)	(306,3)	- 2,0 %	n.a.
<i>Corporate et autres</i>	<i>(28,6)</i>	<i>(20,6)</i>	- 38,8 %	n.a.
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(340,9)	(326,9)	- 4,3 %	n.a.
Total Maisons de Luxe	2 537,8	2 095,3	+ 21,1 %	2 095,3
<i>Corporate et autres</i>	<i>(69,4)</i>	<i>(73,7)</i>	+ 5,8 %	<i>(73,7)</i>
EBITDA ajusté (IAS 17)	2 468,4	2 021,6	+ 22,1 %	2 021,6

Le ratio d'EBITDA du premier semestre 2019 rapporté au chiffre d'affaires est en croissance de 0,3 point par rapport au premier semestre 2018 (données retraitées IFRS 16) pour atteindre 36,8 %.



A titre de comparaison, le ratio d'EBITDA du premier semestre 2019 ajusté (IAS 17) rapporté au chiffre d'affaires est en croissance de 0,9 point par rapport au premier semestre 2018 (données publiées) pour atteindre 32,3 %.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique de chaque marque.

Au premier semestre 2019, les autres produits et charges opérationnels non courants représentent une charge nette de 42,2 millions d'euros et concernent principalement des charges de restructuration relatives aux opérations logistiques du Groupe et au pôle « Horlogerie et Joaillerie ».

Au premier semestre 2018, les autres produits et charges opérationnels non courants représentaient une charge nette de 39,6 millions d'euros et concernaient principalement l'ensemble des coûts associés au départ de Tomas Maier, Directeur de la Création de la Maison Bottega Veneta, ainsi que des charges de restructuration et de dépréciation d'actifs relatives au pôle « Couture et Maroquinerie ».

(Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 6 – Autres produits et charges opérationnels non courants).

Charges financières (nettes)

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 <small>Retraité IFRS 16</small>	Variation	1 ^{er} semestre 2018 <small>Publié</small>
Coût de l'endettement financier net	25,6	42,4	- 39,6 %	43,4
Autres produits et charges financiers	59,0	53,7	+ 9,9 %	53,7
Charges financières (nettes) hors contrats de location	84,6	96,1	- 12,0 %	97,1
Charge d'intérêt sur contrats de location ⁽¹⁾	49,1	46,5	+ 5,6 %	n.a.
Charges financières (nettes)	133,7	142,6	- 6,2 %	97,1

⁽¹⁾ Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 4 – Première application de la norme IFRS 16 – Locations.

Au premier semestre 2019, le coût de l'endettement financier net s'établit à 25,6 millions d'euros, en baisse de 39,6 % par rapport au premier semestre 2018 (retraité de l'impact IFRS 16). Cette amélioration significative provient principalement de l'effet favorable de la réduction de l'encours moyen obligataire, conséquence des rachats obligataires opérés sur l'exercice 2018 et des remboursements obligataires survenus en octobre 2018 et en avril 2019.

Les autres produits et charges financiers représentent au premier semestre 2019 une charge nette de 59,0 millions d'euros en hausse de 9,9 % par rapport au premier semestre 2018 (53,7 millions d'euros). Cette augmentation intègre des effets de change défavorables à hauteur de 22,8 millions dont la hausse du coût financier des couvertures de change. Cet effet négatif est minoré par l'impact favorable lié à la non reconduction, sur 2019, du coût financier exceptionnel de 16 millions d'euros constaté sur le premier semestre 2018 au titre des remboursements anticipés d'emprunts obligataires.

(Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 7 – Charges financières nettes).

Impôt sur le résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Résultat avant impôt	2 076,8	1 615,5	+ 28,6 %	1 635,2
Charge d'impôt courant	(1 864,5)	(515,1)	+ 262,0 %	(515,1)
dont :				
Charge d'impôt liée à l'accord fiscal en Italie	(895,9)	-	n.a.	-
Produit (Charge) d'impôt différé	415,1	134,7	+ 208,2 %	130,1
Charge d'impôt	(1 449,4)	(380,4)	+ 281,0 %	(385,0)
Taux d'impôt effectif	69,8 %	23,5 %	+ 46,3 pts	23,5 %

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Autres produits et charges opérationnels non courants	(42,2)	(39,6)	+ 6,6 %	(39,6)
Résultat courant avant impôt	2 119,0	1 655,1	+ 28,0 %	1 674,8
Impôt sur les Autres produits et charges opérationnels non courants	5,4	6,3	n.a.	6,3
Charge d'impôt liée à l'accord fiscal en Italie	(895,9)	-	n.a.	-
Charge d'impôt sur le résultat courant (hors effet accord fiscal en Italie)	(558,9)	(386,7)	+ 44,5 %	(391,3)
Taux d'impôt effectif sur le résultat courant (hors effet accord fiscal en Italie)	26,4 %	23,4 %	+ 3,0 pts	23,4 %

Kering a annoncé le 9 mai 2019 avoir conclu un accord avec les autorités fiscales italiennes dans le cadre de la procédure ouverte à l'encontre de sa filiale suisse Luxury Goods International (LGI). L'accord, trouvé au terme d'une analyse approfondie et dans un esprit collaboratif mutuel, reconnaît que les réclamations soulevées par l'audit fiscal concernaient d'une part l'existence d'un établissement stable en Italie sur la période 2011-2017, avec les profits associés, et d'autre part, les prix de transfert intra-groupe appliqués pour la même période entre LGI et Guccio Gucci S.p.A..

Selon les termes de l'accord, le montant des impôts supplémentaires à payer s'établit à 897 millions d'euros, auxquels s'ajoutent des pénalités et intérêts. Le montant total s'établit ainsi à 1,25 milliard d'euros. Le Groupe a par ailleurs tiré les conséquences de cet accord dans l'évaluation de la charge d'impôt de LGI et de Guccio Gucci S.p.A. de 2018 et a comptabilisé un passif à ce titre.

Nette de la reprise de provision constituée à fin 2018 au titre des risques relatifs à la politique de prix de transfert, le montant total de charge d'impôt liée à l'accord fiscal en Italie comptabilisée au 30 juin 2019 s'établit à 896 millions d'euros.



Retraitée de cet effet, la progression du taux d'impôt effectif sur le résultat courant est ainsi liée, pour une large part, à la profonde refonte en cours du modèle opérationnel des Maisons, notamment en termes de *supply chain* et de logistique.

(Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 8 – Impôt sur le résultat).

Résultat net des activités abandonnées

Sur le premier semestre 2019, les activités abandonnées regroupent les activités de Stella McCartney, Volcom et Christopher Kane. En 2018, elles comprenaient également l'activité de PUMA jusqu'au 16 mai 2018, incluant une plus-value nette de 1 177 millions d'euros suite à la distribution du dividende en nature.

(Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 9 – Activités abandonnées).

Performances opérationnelles

MAISONS DE LUXE

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre
	2019	2018	Variation	2018
		Retraité IFRS 16		Publié
Chiffre d'affaires	7 364,4	6 208,7	+ 18,6 %	6 208,7
Résultat opérationnel courant	2 370,0	1 910,0	+ 24,1 %	1 886,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>32,2 %</i>	<i>30,8 %</i>	<i>+ 1,4 pt</i>	<i>30,4 %</i>
EBITDA	2 850,1	2 401,6	+ 18,7 %	2 095,3
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>38,7 %</i>	<i>38,7 %</i>	<i>+ 0,0 pt</i>	<i>33,7 %</i>
Investissements opérationnels bruts	271,3	221,9	+ 22,3 %	221,9
Équivalents temps plein moyens	30 217	25 811	+ 17,1 %	25 811

Résultat opérationnel courant	2 370,0	1 910,0	+ 24,1 %	1 886,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>32,2%</i>	<i>30,8%</i>	<i>+ 1,4 pt</i>	<i>30,4%</i>
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(312,3)	(306,3)	- 2,0 %	n.a.
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	289,8	282,3	+ 2,7 %	n.a.
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)	2 347,5	1 886,0	+ 24,5 %	1 886,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>31,9%</i>	<i>30,4%</i>	<i>+ 1,5 pt</i>	<i>30,4%</i>

Selon la dernière étude Bain & Company / Altgamma publiée au printemps, le marché mondial du Luxe (tel que présenté et défini au chapitre 2 du Document de référence 2018 de Kering) aurait progressé au premier trimestre 2019 de + 5 % à change constant (+ 8 % en données publiées) après avoir enregistré une hausse de + 6 % en 2018 (+ 3 % en données publiées). Les projections pour l'ensemble de l'exercice 2019 font état d'une croissance qui reste robuste, dans une fourchette de + 4 à + 6 %.

Comme en 2018, ces chiffres masquent cependant des divergences entre les performances des différents acteurs confirmant ainsi le phénomène de polarisation du marché déjà constaté.

Les tendances d'activité par région relevées pour le premier trimestre de 2019 ou projetées pour 2019 par Bain & Company / Altgamma montrent que la bonne performance du secteur reste tirée par la consommation de produits de Luxe par les clients chinois. L'activité en Chine continentale progresserait ainsi de + 18 à 20 % à change constant pour l'année. La bonne dynamique chinoise bénéficierait à l'ensemble de la région Asie-Pacifique (+ 10 % à + 12 % à change constant hors Japon et Chine Continentale) dans un contexte où la demande des clientèles locales serait également globalement soutenue.

La progression dans les autres régions est anticipée comme plus modérée (entre + 1 % à + 4 % en Europe, Japon et Amérique) reflétant ainsi le potentiel de croissance d'économies matures et compte tenu des différents facteurs qui peuvent affecter la performance du secteur dans ces régions, notamment la dynamique des flux touristiques.



Les ventes réalisées ce semestre par les marques du Groupe confirment que la Chine reste le moteur de la croissance pour l'industrie du Luxe. La part du marché domestique dans les achats des consommateurs chinois continue de progresser dans la continuité de 2018. Sur la période, les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis et le ralentissement graduel de l'économie chinoise ne semblent pas avoir pesé sur la consommation de produits de luxe par les chinois. Les tendances sont bonnes dans les autres marchés asiatiques, grâce aux flux touristiques chinois mais aussi aux clientèles locales. C'est particulièrement le cas en Corée du Sud. En revanche, bien qu'en hausse ce semestre, l'activité à Macau et Hong-Kong a ralenti sur des bases de comparaison élevées et surtout compte tenu des mouvements de protestation qui ont affecté Hong-Kong à la fin du deuxième trimestre.

Pour les marques du Groupe, les ventes en Europe de l'Ouest et au Japon ont enregistré des progressions robustes. La croissance du chiffre d'affaires réalisé avec les clientèles locales est solide. Les flux touristiques ont quant à eux contribué à dynamiser la performance sur ces marchés. À titre d'illustration, les données Global Blue montrent que les dépenses faites par les touristes (ayant bénéficié du service de détaxe de Global Blue) ont progressé de + 8 % à + 9 % au premier semestre 2019 en Europe. Analysés sous l'angle des nationalités, les chiffres témoignent de l'excellente dynamique des ventes à la clientèle américaine, du rebond de l'activité avec les clientèles asiatiques (de Hong-Kong, Corée et Japon) mais aussi d'une progression plus normalisée des achats réalisés par les clients chinois.

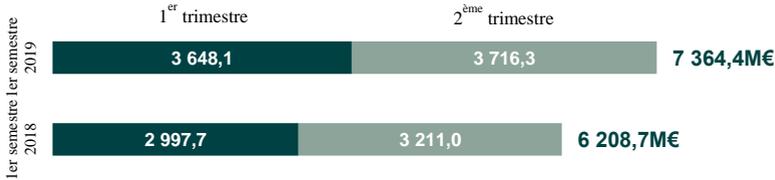
L'activité du Groupe en Amérique du Nord a certes été affectée par le tassement de la croissance de Gucci au regard de bases de comparaison extrêmement élevées. Néanmoins, de nombreux indicateurs semblent montrer que l'environnement de consommation est moins favorable pour les marques de Luxe aux États-Unis : les arrivées de touristes, particulièrement en provenance de Chine et d'Asie, sont en baisse significative tandis que les chiffres du commerce de détail traduisent un recul marqué de l'activité depuis plusieurs mois (ces tendances baissières ayant d'avantage impacté le marché du Luxe début 2019). En outre, la forte croissance des achats réalisés par les américains en Europe de l'Ouest a pu pénaliser également la performance du marché nord-américain.

Dans les autres régions du monde, les tensions géopolitiques ont pesé sur la performance du Moyen-Orient et plus globalement sur les comportements d'achats des clients moyen-orientaux.

Par ailleurs, les tendances d'activité constatées depuis début 2019 sont comme au cours des deux exercices passés disparates selon les catégories de produits : elles sont très bien orientées pour les accessoires et la joaillerie. Elles semblent moins favorables pour le prêt-à-porter et pour l'activité horlogère dont le marché reste encore fragile.

Par opposition au premier semestre de l'exercice 2018 qui avait été marqué par le renforcement de l'euro, la devise européenne s'est plutôt affaïssée par rapport au dollar américain pendant les six premiers mois de 2019. Il en résulte pour les activités des Maisons que la croissance publiée a été de 340 points de base supérieure à la croissance à change constant.

Chiffre d'affaires



Au premier semestre 2019, les activités Luxe du Groupe ont enregistré une croissance remarquable de leur chiffre d'affaires à + 15,2 % à périmètre et taux de change comparables (+ 18,6 % en données publiées) sur des bases de comparaison pourtant particulièrement élevées. C'est le cas pour le second trimestre au cours duquel les ventes ont progressé de + 13,1 % comme pour le premier trimestre où la croissance avait atteint + 17,4 % en comparable.

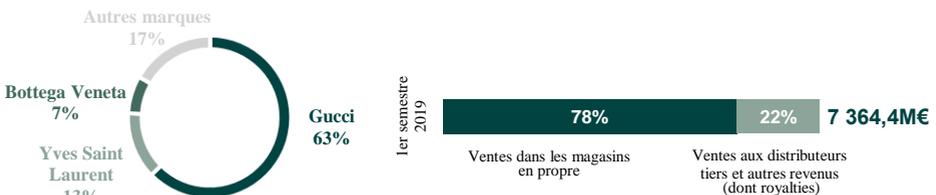
1^{er} semestre 2019

Variation réelle	+ 18,6 %
Variation comparable	+ 15,2 %

Sur la période, la grande majorité des Maisons contribue à la croissance en valeur absolue du chiffre d'affaires. Gucci pèse à hauteur des deux tiers dans cette progression, mais les autres maisons, au premier rang desquelles Yves Saint Laurent et Balenciaga, sont également fortement contributrices.

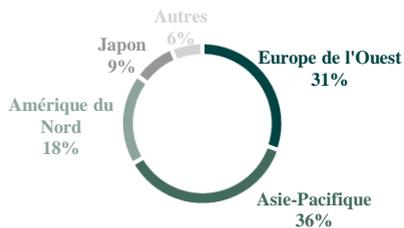
Pour les six premiers mois de 2019, les ventes réalisées dans les magasins gérés en propre et online ont affiché une hausse de + 16,1 %, tirée par les très bonnes performances de Gucci, Yves Saint Laurent, Balenciaga et Alexander McQueen dans leurs magasins et par le développement réussi de l'activité des marques joaillères.

Le chiffre d'affaires des magasins exploités en direct représente 78,0 % de l'activité totale contre 77,2 % au premier semestre 2018. Une telle évolution, impactée par le poids de Gucci dans l'ensemble, est aussi le reflet de la politique menée par l'ensemble des marques visant à mieux contrôler leur distribution, y compris l'E-commerce, et à renforcer leur exclusivité tout en gérant avec prudence l'expansion du réseau de magasins gérés en propre et les investissements qui s'y rapportent. Elle témoigne également de l'ambition du Groupe de conserver un réseau de distributeurs tiers de qualité pour certaines de ses marques, sur certaines catégories de produits et dans certaines régions.



Au premier semestre 2019, les ventes aux distributeurs tiers (wholesale) ont progressé de + 11,6 % en comparable. La croissance est soutenue dans tous les principaux marchés, y compris aux États-Unis. L'attractivité des marques du Groupe leur permet en effet d'être mises en avant par les distributeurs tiers, qui se montrent toujours plus sélectifs dans leurs achats, et de gagner ainsi des parts de marché.

Chiffre d'affaires par zone géographique



Sur la période, les Maisons de Luxe enregistrent une croissance soutenue, les marchés émergents restant plus dynamiques que les marchés matures.

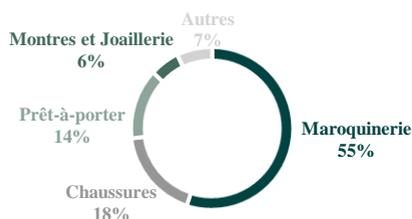
Les ventes dans les pays émergents affichent une hausse de + 21,0 % dont + 24,5 % en Asie-Pacifique. Dans cette région, c'est en Chine continentale que la progression est la plus forte à + 35,3 % compte tenu de la relocalisation des achats faits par les clients

chinois sur le marché domestique. A l'exception de Hong-Kong et Macau en croissance modérée, tous les principaux marchés d'Asie-Pacifique enregistrent d'excellentes performances.

Dans les pays matures, dont la contribution au chiffre d'affaires est passée sous le seuil de 60 % (57,5 %), la progression de l'activité s'établit à + 11,3 % et s'analyse comme suit par région :

- + 14,0 % en Europe de l'Ouest, avec une croissance globalement équilibrée entre les pays de la zone ;
- + 10,3 % au Japon compte tenu des excellentes performances de Yves Saint Laurent et de Balenciaga et de la progression continue des ventes de Gucci ;
- + 7,4 % en Amérique du Nord.

Chiffre d'affaires par catégorie de produits



Au cours du semestre écoulé les principales catégories de produits ont enregistré une progression solide de leur chiffre d'affaires à l'exception de l'horlogerie dont les ventes sont presque stables à change constant. La maroquinerie et la joaillerie sont les activités les plus dynamiques. Les ventes de chaussures progressent très fortement en dépit de bases de comparaison très élevées et d'un environnement compétitif exacerbé. La croissance du Prêt-à-porter est robuste mais tend à se normaliser après avoir atteint des niveaux records en 2017 et 2018.

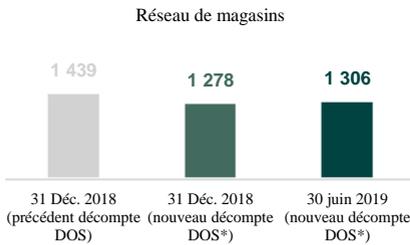
Les revenus tirés des royalties sont en très forte hausse pour le premier semestre 2019. Le développement réussi des licences Eyewear y contribue évidemment mais l'activité des licenciés dans le domaine du parfum a également été soutenue.

Résultat opérationnel courant

Au premier semestre 2019, le résultat opérationnel courant s'établit à 2 370 millions d'euros en très forte progression de + 24,1 % par rapport au résultat opérationnel courant au 30 juin 2018 (données retraitées IFRS 16). La profitabilité opérationnelle s'élève à 32,2 %, en hausse de 140 points de base. Les données ajustées (IAS 17) montrent une profitabilité opérationnelle de 31,9 % contre 30,4 % publié pour le premier semestre 2018. Cette amélioration une nouvelle fois très substantielle de la profitabilité repose sur un effet de levier opérationnel très favorable résultant d'une accélération des ventes supérieure à l'expansion des bases de coûts, en premier lieu chez Gucci. L'effet combiné du change et des couvertures de change a un impact marginalement favorable en valeur absolue mais est matériellement dilutif sur la profitabilité. La croissance du niveau de cette dernière en est d'autant plus remarquable.

L'EBITDA du premier semestre s'établit à 2 850 millions d'euros à comparer aux 2 402 millions d'euros enregistrés pour le premier semestre 2018 (données retraitées IFRS 16). La marge d'EBITDA reste stable à 38,7 %.

Réseau de magasins et investissements opérationnels



*Approche par bâtiment sur la base de la présence sous un même toit.

Les investissements opérationnels, qui n'incluent pas la grande majorité des investissements dans la logistique et les systèmes d'information qui sont centralisés par l'entité Corporate au bénéfice des marques, s'élèvent à 271 millions d'euros au premier semestre, en hausse de 49 millions d'euros par rapport à 2018 pour la même période. Exprimés en proportion du chiffre d'affaires semestriel, les investissements opérationnels représentent 3,7 % du chiffre d'affaires et sont presque stables par rapport au 30 juin 2018 (3,6 %). Comme au cours des exercices passés, le second semestre de l'exercice devrait concentrer une majorité des investissements opérationnels mais avec une saisonnalité légèrement moins marquée.

Au 30 juin 2019, les Maisons de Luxe disposaient d'un réseau de 1 306 magasins exploités en propre dont 737 (56 %) dans les pays matures et 569 dans les pays émergents. En net, le réseau compte 28 magasins de plus (+ 2,2 %). La progression du semestre est en grande partie imputable à l'extension programmée du réseau d'Yves Saint Laurent et de Balenciaga. L'objectif d'accroître la pénétration des marques du Groupe dans le travel retail et le duty free, y compris en reprenant en direct la gestion des opérations précédemment sous contrôle d'un franchisé, reste une composante clé de la stratégie de distribution et explique une partie de l'accroissement actuel et à venir du nombre de points de vente.



GUCCI

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre
	2019	2018	Variation	2018
		Retraité IFRS 16		Publié
Chiffre d'affaires	4 617,1	3 852,8	+ 19,8 %	3 852,8
Résultat opérationnel courant	1 876,1	1 480,7	+ 26,7 %	1 470,5
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>40,6 %</i>	<i>38,4 %</i>	<i>+ 2,2 pt</i>	<i>38,2 %</i>
EBITDA	2 106,0	1 741,7	+ 20,9 %	1 601,8
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>45,6 %</i>	<i>45,2 %</i>	<i>+ 0,4 pt</i>	<i>41,6 %</i>
Investissements opérationnels bruts	125,1	114,4	+ 9,4 %	114,4
Équivalents temps plein moyens	16 739	13 771	+ 21,6 %	13 771

Résultat opérationnel courant	1 876,1	1 480,7	+ 26,7 %	1 470,5
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>40,6%</i>	<i>38,4%</i>	<i>+ 2,2 pt</i>	<i>38,2%</i>
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(139,3)	(139,9)	+ 0,4 %	n.a.
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	130,2	129,7	+ 0,4 %	n.a.
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)	1 867,0	1 470,5	+ 27,0 %	1 470,5
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>40,4%</i>	<i>38,2%</i>	<i>+ 2,2 pt</i>	<i>38,2%</i>

Après deux exercices de très forte croissance, et donc sur bases de comparaison élevées, Gucci a réalisé un très bon premier semestre et continue de surperformer le marché du Luxe.

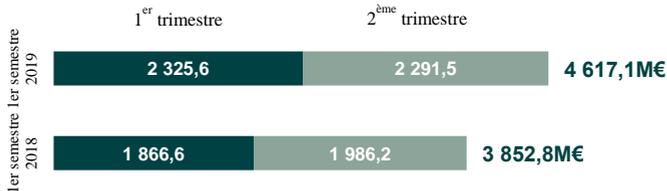
La progression de ses ventes se normalise comme attendu. Il en va de même avec les réseaux sociaux où la marque reste globalement la plus suivie mais où l'augmentation du nombre de « followers » tend logiquement aussi à être plus modérée.

Dans cet environnement plus incertain pour l'industrie du luxe qui l'a notamment affectée en Amérique du Nord, la marque poursuit méthodiquement la mise en œuvre de sa stratégie visant à soutenir dans la durée sa dynamique de croissance.

- La qualité et l'exclusivité de la distribution restent au cœur de la stratégie de la marque afin d'améliorer sans cesse l'expérience client et augmenter la productivité de tous les canaux de distribution ;
- Les équipes créatives et la direction du Merchandising veillent constamment à maximiser le potentiel de croissance de chaque catégorie en adaptant constamment l'offre produits, en la segmentant pour toucher la clientèle la plus large possible et en optimisant la répartition entre carryovers et nouveautés ;
- La communication est conçue pour entretenir la désirabilité de la marque et accroître le niveau d'engagement des clients existants ou futurs quelles que soient leurs nationalités ou leurs classes d'âge ; la communication digitale s'avère particulièrement efficace pour créer cet univers de marque à la fois unique et inclusif et les investissements réalisés à ce titre permettent à Gucci de toujours se positionner comme une des marques de Luxe les plus avancées dans ce domaine ;

- Gucci poursuit l'ambition de rendre sa chaîne d'approvisionnement, sa logistique et ses systèmes d'information plus agiles, réactifs et en mesure d'absorber l'augmentation attendue de la demande et de supporter le modèle omnicanal ; la marque peut bénéficier pour de nombreux projets en lien avec cette ambition des investissements consentis par le Groupe pour l'ensemble de ses maisons ; Une intégration accrue du processus de développement des produits et de fabrication est également en cours tout en veillant à limiter l'impact de tels changements majeurs du modèle opérationnel sur l'activité de la marque.

Chiffre d'affaires



1^{er} semestre 2019

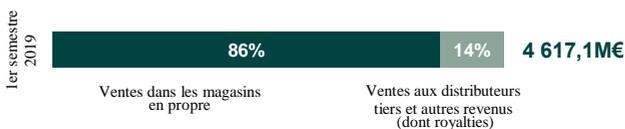
Variation réelle	+ 19,8 %
Variation comparable	+ 16,3 %

Pour le premier semestre 2019, Gucci enregistre un chiffre d'affaires de 4 617 millions d'euros, en progression de + 16,3 % à taux de change comparables. C'est une performance remarquable compte tenu de la croissance affichée par la marque depuis les premiers signes de son renouveau mi-2016. En six mois, Gucci a ainsi réalisé plus de ventes que sur l'ensemble de l'exercice 2016.

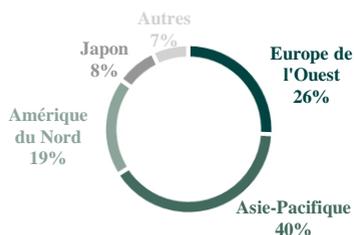
La hausse du chiffre d'affaires s'établit à + 12,7 % au second trimestre, une progression très robuste en ligne avec la trajectoire de consolidation de la croissance de Gucci.

Les ventes dans les magasins exploités en propre ont progressé de + 16,2 % à change constant sur le premier semestre. Ce niveau de chiffre d'affaires est réalisé à périmètre de points de vente presque stable grâce à l'amélioration de la très grande majorité des indicateurs de performance en magasins. La croissance moyenne des ventes en magasins du premier semestre ressort ainsi à environ + 27 % en comparable pour les quatre dernières années.

Les ventes aux distributeurs tiers affichent une croissance de + 15,8 % en comparable avec un nombre de points de vente relativement stable et une contribution très positive de tous les principaux marchés.



Chiffre d'affaires par zone géographique



Compte tenu de la part de la distribution en propre dans les ventes de Gucci (85,9 %), l'analyse du chiffre d'affaires par zone géographique se rapporte à l'activité en magasins.

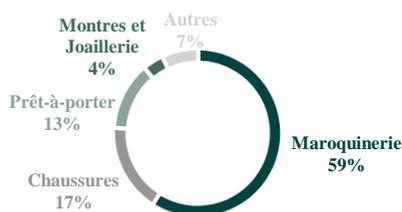
Dans les pays matures, la croissance des ventes en Europe de l'Ouest et au Japon atteint respectivement + 12,7 % et + 11,1 % sur des bases de comparaison élevées (de l'ordre de + 40 % au premier semestre 2018). Pour ces deux régions, l'activité réalisée avec les clientèles locales reste

très robuste et celle réalisée avec les touristes continue de croître bien qu'à un rythme plus modéré.

En Amérique du Nord, la progression de chiffre d'affaires s'élève à + 1,1 %. Cette performance s'analyse en premier lieu au regard de la performance exceptionnelle réalisée en 2018 (+ 57,4% en comparable). La croissance sur deux ans dans la région est d'ailleurs assez proche de celle relevée dans les autres pays matures. En outre, l'environnement de consommation aux États-Unis semble moins favorable comme l'indiquent un certain nombre d'indicateurs macro-économiques. Indépendamment du contexte général, Gucci, qui a considérablement accru sa part de marché dans la région, a d'ores et déjà engagé des plans d'actions pour y redynamiser son activité.

Dans les pays émergents, le chiffre d'affaires est en hausse de + 26,0 % à change constant en grande partie grâce à l'excellente performance de Gucci en Asie-Pacifique où l'activité est en hausse de + 29,4 %. La bonne dynamique des ventes réalisées avec la clientèle chinoise supporte principalement la croissance très solide relevée en Chine continentale mais contribue aussi aux bonnes performances des autres marchés dans la région.

Chiffre d'affaires par catégorie de produits



Toutes les principales catégories de produits enregistrent une progression de leurs ventes dans les magasins en propre au premier semestre 2019. La part des *carryovers* s'est stabilisée au niveau cible que s'était fixé Gucci pour l'ensemble des catégories.

Elle est logiquement plus élevée en maroquinerie qui est la catégorie dont les ventes ont été les plus dynamiques ce semestre en ligne avec les tendances de marché.

La croissance des lignes de chaussures et prêt-à-porter est très solide mais se normalise comme attendu, ces deux catégories ayant été les premières à avoir véhiculé la nouvelle esthétique de la marque en 2016 et avoir bénéficié à plein de sa relance.

Les revenus issus des royalties sont en forte progression, grâce à la solide performance de la catégorie Lunettes exploitée sous licence par Kering Eyewear, malgré des bases de comparaison élevées, et un bon début d'année dans la catégorie parfums opérée par Coty.

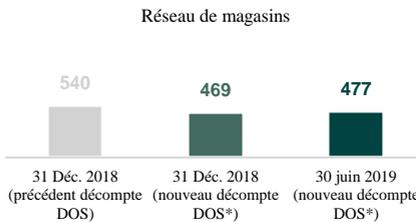
Résultat opérationnel courant

Au premier semestre 2019, le résultat opérationnel courant de Gucci s'établit à 1 876 millions d'euros, en progression de + 26,7 % par rapport au résultat opérationnel retraité (IFRS 16) du premier semestre 2018. La marge opérationnelle de Gucci gagne 220 points de base pour atteindre 40,6 %. L'analyse des données ajustées (IAS 17) ne change pas la lecture de la performance de Gucci ce semestre, la marge opérationnelle s'élevant à 40,4 % en hausse également de 220 points de base.

Cette nouvelle amélioration de la profitabilité résulte d'un effet de levier particulièrement favorable avec une augmentation du chiffre d'affaires très supérieure à celle des charges opérationnelles. La marge brute n'a en effet pas progressé en données publiées car impactée par l'effet combiné du change et des couvertures de change. Pour ce qui concerne les charges opérationnelles, Gucci a continué à investir pour soutenir le développement de la marque en accroissant le budget de dépenses en magasins, en matière de communication et de systèmes d'information en lien avec la digitalisation accélérée du secteur. Ces initiatives continuent de s'accompagner d'un contrôle strict des autres lignes de dépenses.

Au premier semestre 2019, l'EBITDA de Gucci s'élève à 2 106 millions d'euros (soit une marge d'EBITDA de 45,6 % en hausse de 40 points de base). Sur la base des données ajustées (IAS 17), l'EBITDA s'établit à 1 967 millions d'euros correspondant à une marge d'EBITDA de 42,6 % (100 points de base de plus qu'au 30 juin 2018).

Réseau de magasins et investissements opérationnels



*Approche par bâtiment sur la base de la présence sous un même toit.

À fin juin 2019, Gucci exploite 477 magasins en direct, dont 201 dans les pays émergents. Au cours du semestre, Gucci a ouvert en net 8 magasins. La marque dispose d'un réseau de magasins globalement adapté en nombre mais continue d'identifier toutes les opportunités lui permettant d'améliorer sa distribution dans certaines régions ou dans certains canaux de vente comme le *travel retail* par exemple. Hormis ces ouvertures ciblées, Gucci continue de privilégier la croissance organique en poursuivant son programme de rénovation du parc de magasins existant. Ainsi, au 30 juin 2019, les magasins ayant adopté le nouveau concept représentent environ 48 % du réseau.

Au cours du semestre écoulé, les investissements opérationnels bruts de Gucci s'élèvent à 125 millions d'euros en hausse de + 9,4 % par rapport aux six premiers mois de 2018. Cette enveloppe d'investissements intègre pour une large part le programme de rénovation visant à installer le nouveau concept de magasins dans l'ensemble du réseau. La saisonnalité des investissements devrait être assez proche de celle constatée depuis 2 ans avec une plus grande concentration des dépenses sur le second semestre de l'exercice.



YVES SAINT LAURENT

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre
	2019	2018	Variation	2018
		Retraité IFRS 16		Publié
Chiffre d'affaires	973,0	808,2	+ 20,4 %	808,2
Résultat opérationnel courant	251,7	202,5	+ 24,3 %	198,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,9 %</i>	<i>25,1 %</i>	<i>+ 0,8 pt</i>	<i>24,5 %</i>
EBITDA	332,4	268,7	+ 23,7 %	218,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>34,2 %</i>	<i>33,2 %</i>	<i>+ 1,0 pt</i>	<i>27,0 %</i>
Investissements opérationnels bruts	55,3	32,7	+ 69,1 %	32,7
Équivalents temps plein moyens	3 490	2 975	+ 17,3 %	2 975

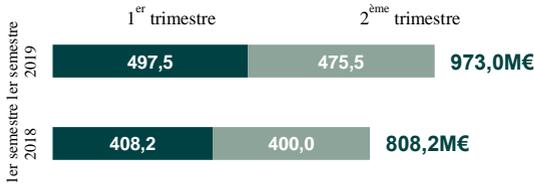
Résultat opérationnel courant	251,7	202,5	+ 24,3 %	198,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,9%</i>	<i>25,1%</i>	<i>+ 0,8 pt</i>	<i>24,5%</i>
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(59,7)	(50,7)	- 17,8 %	n.a.
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	54,8	46,2	+ 18,6 %	n.a.
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)	246,8	198,0	+ 24,6 %	198,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,4%</i>	<i>24,5%</i>	<i>+ 0,9 pt</i>	<i>24,5%</i>

Yves Saint Laurent confirme une fois encore en 2019 sa trajectoire de croissance des ventes et de profitabilité.

Les équipes d'Yves Saint Laurent emmenées par sa Directrice générale, Francesca Belletini, veillent à exécuter avec rigueur et efficacité la stratégie qui a été définie pour la marque et à mettre en œuvre l'ensemble des actions permettant d'assurer le succès des collections d'Anthony Vaccarello, Directeur artistique depuis avril 2016.

Elles sont ainsi amenées à gérer des projets importants pour la marque comme la modernisation de la *supply chain*, l'internalisation accrue du développement des produits et de leur production ou l'amélioration de sa distribution en magasins ou en ligne. En outre, la marque bénéficie pleinement des efforts d'investissement consentis par le Groupe pour optimiser les systèmes d'information et l'organisation logistique ainsi que pour bâtir une plateforme e-commerce en interne dans la perspective de la fin du partenariat noué en 2012 avec Yoox Net-A-Porter.

Chiffre d'affaires



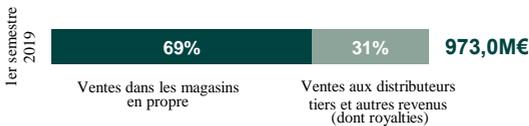
1^{er} semestre 2019

Variation réelle	+ 20,4 %
Variation comparable	+ 16,6 %

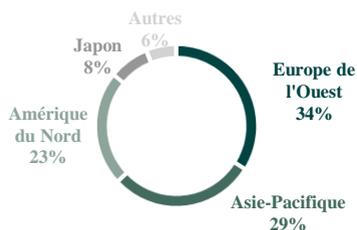
Au premier semestre 2019, les ventes de la marque progressent de + 16,6 % à change constant, une performance remarquable au regard des bases de comparaison élevées après huit exercices consécutifs de croissance proche de, ou supérieure à 20 %.

Le chiffre d'affaires réalisé dans les magasins de la marque progresse de + 19,0 % en comparable au premier semestre 2019. La performance du second trimestre (+ 16,6 %) est extrêmement solide au regard des bases de comparaison plus exigeantes qu'au premier trimestre.

Les ventes aux distributeurs tiers enregistrent une progression de + 10,6 % en comparable sur le semestre. L'activité *wholesale* reste stratégique pour Yves Saint Laurent car très complémentaire de sa distribution en propre. La marque n'en demeure pas moins vigilante quant à la qualité et l'exclusivité de sa distribution et tend à concentrer son activité *wholesale* sur un nombre contenu de distributeurs.



Chiffre d'affaires par zone géographique



Compte tenu de la part de la distribution en propre dans les ventes de la marque (69,1 %), l'analyse du chiffre d'affaires par zone géographique se rapporte à l'activité en magasins.

Au cours de la période, Yves Saint Laurent a vu son chiffre d'affaires progresser dans toutes les grandes zones géographiques.

L'activité sur les marchés historiques est en hausse de + 19,1 % en comparable.

Comme en 2018, la progression est particulièrement soutenue en Amérique du Nord pour atteindre + 21,6 % en comparable.

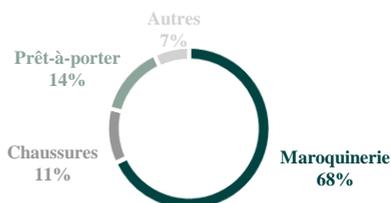
En Europe de l'Ouest, la croissance de l'activité s'établit à + 19,4 %, portée par l'attractivité de la marque auprès des touristes mais aussi par une demande globalement robuste de la clientèle locale.

Avec le tassement des flux touristiques chinois au Japon, les ventes d'Yves Saint Laurent dans l'archipel enregistrent une progression de + 13,5 %, après une performance particulièrement exceptionnelle constatée en 2018.

La croissance des ventes en magasin dans les pays émergents s'établit quant à elle à + 18,9 %. En Asie-Pacifique, qui concentre l'essentiel de l'activité de la marque dans les pays émergents, la progression est soutenue sur tous les principaux marchés à l'exception de Macau et Hong-Kong, surtout au second trimestre.

En *wholesale*, les performances d'Yves Saint Laurent sont particulièrement solides en Europe de l'Ouest. La marque surperforme le marché en Amérique du Nord mais voit sa croissance se normaliser.

Chiffre d'affaires par catégorie de produits



Comme en 2018, la maroquinerie est la catégorie qui a tiré la croissance de la marque. Depuis plusieurs années, la marque s'attache en effet à renouveler et animer constamment son offre de maroquinerie avec une équipe de création dédiée, ce qui lui permet d'attirer, sur tous les marchés dans lesquels la marque opère, de nouveaux clients, et fidéliser ses clients existants.

Le prêt-à-porter continue d'occuper une place essentielle dans l'activité de la marque avec une répartition des ventes qui reste plutôt équilibrée entre les collections femme et homme. Néanmoins, le travail engagé en matière de merchandising pour rendre plus pertinente l'architecture de l'offre et des prix, notamment pour les collections homme, commence à porter ses fruits et la performance du premier semestre reflète cette amélioration graduelle.

Le troisième pilier de la marque en termes de catégorie, les chaussures, reste affecté par la relative faiblesse de l'activité au Moyen-Orient, marché clé pour les chaussures femme, et par la sous-représentation des sneakers dans l'offre.

Les catégories de produits sous licence (avec L'Oréal et Kering Eyewear) enregistrent de très bonnes performances au regard de leur maturité et de leur taille déjà très significative sur leurs marchés respectifs.

Résultat opérationnel courant

Au premier semestre 2019, Yves Saint Laurent a réalisé un résultat opérationnel courant de 252 millions d'euros, contre 203 millions d'euros pour le premier semestre 2018 (résultat opérationnel retraité de l'impact IFRS 16), soit une progression de +24,3 %. La marge opérationnelle courante s'établit à 25,9 % en hausse de 80 points en dépit de l'impact dilutif résultant des effets de change et de leur couverture. Le résultat opérationnel ajusté (IAS 17) s'établit à 247 millions d'euros. La profitabilité ajustée ressort donc à 25,4 % en hausse de 90 points de base.

Cette nouvelle amélioration est en ligne avec les ambitions de la marque et la trajectoire de croissance qu'elle s'est fixée. Elle confirme en outre qu'Yves Saint Laurent a désormais une taille critique qui lui permet de bénéficier de l'impact positif du levier opérationnel tout en renforçant les dépenses opérationnelles nécessaires à la poursuite de son développement à court et moyen terme.

L'EBITDA augmente de 64 millions d'euros pour s'établir à 332 millions d'euros. La marge d'EBITDA ressort à 34,2 % (la marge ajustée IAS 17 atteint quant à elle 28,0 % contre 27,0 % publié au premier semestre 2018).

Réseau de magasins et investissements opérationnels

Au 30 juin 2019, la marque exploitait 202 magasins en propre dont 94 dans les pays émergents. En net, 8 magasins ont été ouverts au cours du semestre conformément au plan d'expansion du réseau de magasins. Les ouvertures incluent notamment le nouveau magasin emblématique de la marque à Paris rue Saint Honoré sur l'ancien emplacement du « Concept Store » Colette.

Les investissements de la Maison sont en forte hausse et s'établissent à 55 millions d'euros (33 millions d'euros au premier semestre 2018). Cet effort d'investissement, en lien avec la politique d'ouverture et relocalisations de magasins, reste cohérent avec la stratégie annoncée d'Yves Saint Laurent, une fois rapporté au chiffre d'affaires réalisé. En outre, les investissements de la marque avaient été marqués en 2018 par une concentration particulièrement forte des projets au second semestre (63%) alors que la saisonnalité devrait être davantage équilibrée en 2019.

Réseau de magasins



*Approche par bâtiment sur la base de la présence sous un même toit.



BOTTEGA VENETA

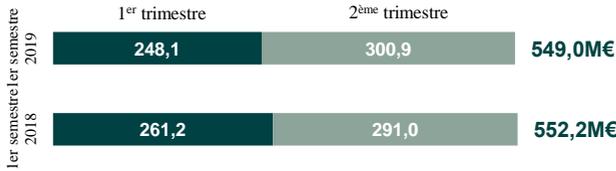
<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre
	2019	2018	Variation	2018
		Retraité IFRS 16		Publié
Chiffre d'affaires	549,0	552,2	- 0,6 %	552,2
Résultat opérationnel courant	103,9	137,3	- 24,3 %	132,5
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>18,9 %</i>	<i>24,9 %</i>	<i>- 6,0 pts</i>	<i>24,0 %</i>
EBITDA	178,0	214,4	- 17,0 %	152,5
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>32,4 %</i>	<i>38,8 %</i>	<i>- 6,4 pts</i>	<i>27,6 %</i>
Investissements opérationnels bruts	29,2	32,7	- 10,7 %	32,7
Équivalents temps plein moyens	3 716	3 524	+ 5,4 %	3 524

Résultat opérationnel courant	103,9	137,3	- 24,3 %	132,5
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>18,9%</i>	<i>24,9%</i>	<i>- 6,0 pts</i>	<i>24,0%</i>
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(53,7)	(61,9)	+ 13,2 %	n.a.
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	50,4	57,1	- 11,7 %	n.a.
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)	100,6	132,5	- 24,1 %	132,5
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>18,3%</i>	<i>24,0%</i>	<i>- 5,7 pts</i>	<i>24,0%</i>

Avec la nomination de Daniel Lee comme Directeur de la Création le 15 juin 2018, Bottega Veneta a engagé une nouvelle étape dans la redynamisation de son offre de maroquinerie et le développement des autres catégories de produits. La réception des nouvelles lignes de produits et l'accueil réservé au premier défilé des créations de Daniel Lee en février 2019 lors de la Women's Fashion Week de Milan sont extrêmement encourageants.

Néanmoins, les plans d'actions qui ont été lancés afin de rajeunir et élargir la clientèle, accroître la notoriété de la marque, particulièrement dans les marchés matures, et élever l'expérience client dans les boutiques s'inscrivent dans la durée. Ils ne porteront pas tous leurs fruits en 2019. Bartolomeo Rongone, qui succédera à Claus-Dietrich Lahrs comme CEO de Bottega Veneta à compter du 1^{er} septembre 2019, aura pour mission de mener à bien cette transformation radicale de la marque au cours des prochains exercices.

Chiffre d'affaires



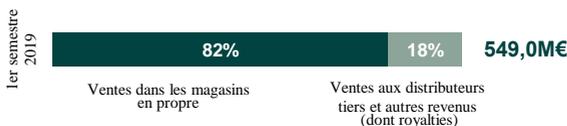
	1 ^{er} semestre 2019
Variation réelle	- 0,6 %
Variation comparable	- 3,8 %

Au premier semestre, le chiffre d'affaires de Bottega Veneta est en baisse de - 3,8 % en données comparables (- 0,6 % en données publiées). Après avoir reculé de presque 9 % au premier trimestre, les ventes progressent de + 0,8 % en données comparables au second trimestre. Cette tendance s'explique par l'intensification des actions visant à favoriser la mise en place et l'adoption progressives des nouvelles collections en remplacement des anciennes. Des événements ont notamment été organisés en Asie (à Shanghai, Hong-Kong et Séoul) pour accompagner le lancement de la collection *Pre-fall* et ont rencontré un vif succès attirant autant des clients fidèles à la marque que de nouveaux clients.

En lien avec son positionnement exclusif et haut de gamme, Bottega Veneta privilégie la distribution de ses produits dans le réseau de points de vente exploités en propre qui contribuent à 81,7 % de l'activité du semestre.

Le chiffre d'affaires semestriel dans les magasins de la marque affiche une contraction de - 4,6 % en données comparables. En outre, compte tenu du mix produit et du prix de vente moyen, les ventes en ligne, bien qu'en progression très solide, ne représentent pas à ce stade une part significative du chiffre d'affaires et ne constituent pas encore un relais de croissance.

Les ventes aux distributeurs tiers sont stables (+ 0,2 %), dans un contexte de substitution graduelle des anciennes collections par les nouvelles et à l'issue de deux exercices de réorganisation de ce canal de distribution visant à contenir le risque de saturation dans les points de vente et à ne travailler qu'avec les partenaires les plus qualitatifs.

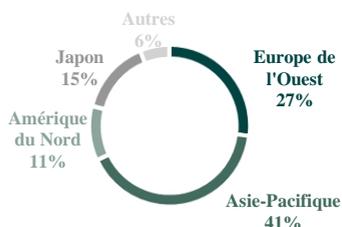


Chiffre d'affaires par zone géographique

Compte tenu de la part de la distribution en propre dans les ventes de la marque, l'analyse du chiffre d'affaires par zone géographique se rapporte uniquement à l'activité en magasins.

En Europe de l'Ouest, en dépit d'une croissance modérée des flux touristiques mais compte tenu de bases de comparaison plus favorables, les ventes sont quasi-stables (- 0,5 % à change constant).

Au Japon et en Amérique du Nord, le chiffre d'affaires de Bottega Veneta recule de respectivement - 3,8 % et - 6,8 % au regard de performances plutôt satisfaisantes au premier semestre 2018, notamment aux États-Unis où des investissements significatifs en communication avaient été engagés pour soutenir l'ouverture d'un nouveau flagship à New-York sur Madison Avenue. A l'instar des autres régions, la performance du deuxième trimestre est très supérieure à celle du premier trimestre.



Dans les pays émergents, les ventes de la marque enregistrent une baisse de - 6,5 % en comparable. Si Bottega Veneta voit son activité progresser globalement en Asie du Sud-Est et en Corée, sa performance en Grande Chine est pénalisée par l'attentisme des clients chinois dans cette phase de transition créative et par la fermeture ponctuelle, suite à des manifestations, de certains magasins à Hong-Kong qui concentre encore aujourd'hui près de 9 % du chiffre d'affaires de la marque.

Chiffre d'affaires par catégorie de produits

En maroquinerie, qui reste le cœur de métier de Bottega Veneta (83,8 % des ventes totales, y compris les ventes aux tiers), l'activité est en recul sous l'effet de l'attrition continue du chiffre d'affaires lié aux lignes iconiques (carryovers et déclinaisons saisonnières) tandis que les nouvelles lignes (The Pouch, Maxi Cabat pour la saison Printemps-Été ou Arco pour la saison Automne-Hiver) ont enregistré d'excellents résultats, plus particulièrement au second trimestre. De fait, la maroquinerie pour femmes résiste mieux que l'offre pour hommes compte tenu du lancement réussi des nouvelles références de sacs à main.



Le chiffre d'affaires total de l'ensemble des autres catégories est en très légère baisse (- 0,6 % en comparable). Néanmoins, le très bon accueil réservé aux collections de prêt-à-porter femme a permis de dynamiser les ventes de cette catégorie au cours du semestre écoulé.

Résultat opérationnel courant

Au premier semestre 2019, le résultat opérationnel courant de Bottega Veneta s'établit à 104 millions d'euros, en baisse de 33 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018. La profitabilité opérationnelle s'établit à 18,9 %, en recul de 600 points de base par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. La dilution de la marge opérationnelle résulte principalement de l'augmentation ciblée et maîtrisée de certaines charges opérationnelles dans un contexte de recul des ventes. Ces dépenses sont liées à l'ensemble des initiatives engagées pour faire franchir à la marque une nouvelle étape de son développement et ne pas compromettre sa capacité de rebond à l'issue de la phase actuelle de transition. Elles se rapportent principalement à l'animation et au fonctionnement des boutiques ainsi qu'au budget de la communication et du marketing, les autres natures de dépenses étant particulièrement bien maîtrisées.

Les données retraitées (IAS 17) reflètent les mêmes tendances avec un résultat opérationnel de 101 millions d'euros en recul de 24,1% et une profitabilité de 18,3 % en baisse de 570 points de base.

L'EBITDA s'élève sur la période à 178 millions d'euros (124 millions d'euros pour l'EBITDA retraité – IAS 17). La marge d'EBITDA recule de 640 points de base pour s'établir à 32,4 % (22,6 % pour la marge d'EBITDA retraitée – IAS 17 contre 27,6 % publiée au premier semestre 2018).

Réseau de magasins et investissements opérationnels



Au 30 juin 2019, la distribution en propre repose sur 258 magasins, dont 121 dans les pays émergents. Au cours du semestre écoulé, la marque a ouvert en net 3 points de vente.

Le travail de rationalisation engagé sur le réseau de magasins ne se limite pas en effet à des fermetures mais implique également des relocalisations, l'ouverture d'un nombre restreint de flagships et le développement de certaines régions ou certains réseaux comme le travel retail.

*Approche par bâtiment sur la base de la présence sous un même toit.

Dans ce contexte et compte tenu des besoins de rénovation du réseau de magasins existants, Bottega Veneta a maintenu son budget d'investissements opérationnels à un niveau élevé. Ils s'élèvent à 29 millions d'euros au 30 juin 2019, en baisse de seulement 4 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018. Cet effort d'investissement apparaît nécessaire dans cette phase de relance de la marque.

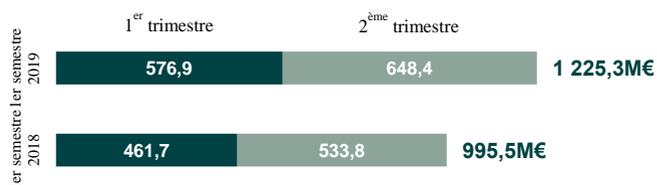


AUTRES MAISONS

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre		1 ^{er} semestre
	2019	2018	Variation	2018
		Retraité IFRS 16		Publié
Chiffre d'affaires	1 225,3	995,5	+ 23,1 %	995,5
Résultat opérationnel courant	138,3	89,5	+ 54,5 %	85,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>11,3 %</i>	<i>9,0 %</i>	<i>+ 2,3 pts</i>	<i>8,5 %</i>
EBITDA	233,7	176,8	+ 32,2 %	123,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>19,1 %</i>	<i>17,8 %</i>	<i>+ 1,3 pt</i>	<i>12,4 %</i>
Investissements opérationnels bruts	61,7	42,1	+ 46,6 %	42,1
Équivalents temps plein moyens	6 273	5 540	+ 13,2 %	5 540

Résultat opérationnel courant	138,3	89,5	+ 54,5 %	85,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>11,3%</i>	<i>9,0%</i>	<i>+ 2,3 pts</i>	<i>8,5%</i>
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(59,6)	(53,8)	- 10,8 %	n.a.
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	54,4	49,3	+ 10,3 %	n.a.
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)	133,1	85,0	+ 56,6 %	85,0
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>10,9%</i>	<i>8,5%</i>	<i>+ 2,4 pts</i>	<i>8,5%</i>

Chiffre d'affaires

1^{er} semestre 2019

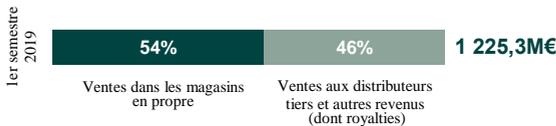
Variation réelle	+ 23,1 %
Variation comparable	+ 20,3 %

Pour les six premiers mois de l'exercice 2019, les ventes de l'ensemble des Autres Maisons progressent de +20,3 % à taux de change et périmètre constant, pour s'établir à 1 225 millions d'euros. La croissance de l'activité est globalement bien équilibrée entre le premier et le second trimestre.

L'activité de Balenciaga et d'Alexander McQueen ainsi que des maisons joaillères a été très soutenue sur le semestre. Les plans d'actions engagés pour développer la maison Boucheron ont notamment commencé à porter leurs fruits. La performance des marques horlogères a en revanche été pénalisée par un calendrier de livraison et des bases de comparaison moins favorables.

Compte tenu de la croissance soutenue des marques privilégiant la distribution exclusive au cours des trimestres passés, le poids des ventes réalisées dans les magasins gérés en propre a fortement progressé. Ce canal de distribution majoritaire enregistre une progression de + 32,3 % en comparable au premier semestre. Les excellentes performances de Balenciaga, et aussi d'Alexander McQueen, contribuent à cette bonne dynamique. La marque Brioni enregistre à nouveau un léger recul de ses ventes en magasins principalement en lien avec la réduction du nombre de ses boutiques.

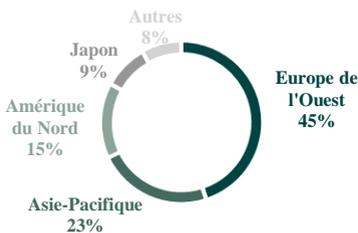
Les ventes aux tiers (*wholesale*) ont progressé quant à elles de + 9,8 % en comparable par rapport aux six premiers mois de 2018 au regard de bases de comparaison élevées et de conversion de points de vente *wholesale* en magasins gérés en propre au cours du second semestre 2018.



Chiffre d'affaires par zone géographique

Au premier semestre 2019, les ventes des Autres Maisons sont en croissance dans toutes les principales régions. Comme en 2018, la performance est très équilibrée entre pays matures et pays émergents.

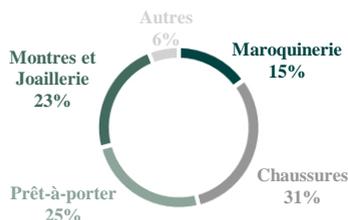
Le chiffre d'affaires progresse de + 19,6 % à change constant dans les pays matures. L'activité en Europe de l'Ouest est en hausse de + 20,6 %. Au Japon et en Amérique du Nord, la performance des autres marques est très positive avec une croissance des ventes de respectivement + 19,8 % et + 16,6 %, même si les tendances aux États-Unis témoignent d'un environnement de marché plus difficile depuis le début de l'année.



La croissance dans les pays émergents (+ 21,9 %) est très corrélée aux tendances relevées en Asie-Pacifique et, dans une moindre mesure, au Proche et Moyen-Orient. En Asie-Pacifique, la Chine continentale et la Corée sont les marchés les plus dynamiques alors que l'activité à Hong-Kong et Macau, bien qu'encore en progression, montre des signes de ralentissement.



Chiffre d'affaires par catégorie de produits



Si l'activité des marques horlogères a marqué le pas au premier semestre 2019, toutes les autres catégories de produits enregistrent une hausse soutenue de leur chiffre d'affaires.

Les chaussures puis le prêt-à-porter restent les catégories les plus dynamiques. La progression des ventes de maroquinerie est également robuste.

La performance des marques de joaillerie et la haute-joaillerie est très solide pour le semestre grâce à la mise en œuvre réussie des plans de développement de Boucheron et Qeelin et à la bonne tenue de l'activité de Pomellato.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant des Autres Maisons pour le premier semestre 2019 s'établit à 138 millions d'euros, en progression de + 49 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018.

La marge opérationnelle courante s'établit à 11,3 % en hausse de 230 points de base par rapport à 2018 pour la même période. Les données ajustées (IAS 17) font ressortir une progression équivalente, la profitabilité opérationnelle passant de 8,5 % à 10,9 %.

Cette relation s'explique en partie par la croissance rapide de Balenciaga et Alexander McQueen et le levier opérationnel qui en résulte. Elle est aussi liée à la réduction des pertes de Boucheron après deux années d'investissement.

L'EBITDA s'établit à 234 millions d'euros en hausse de 57 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018. A 19,1 %, la marge d'EBITDA gagne 130 points de base. En données ajustées (IAS 17), l'EBITDA s'établit à 174 millions d'euros soit 14,2 % rapporté au chiffre d'affaires (contre une marge d'EBITDA de 12,4 % au premier semestre 2018).

Réseau de magasins et investissements opérationnels



*Approche par bâtiment sur la base de la présence sous un même toit.

Le réseau de magasins exploités en propre par les Autres Maisons compte 369 unités au 30 juin 2019, soit 9 magasins en plus par rapport au 31 décembre 2018. Cette augmentation est liée aux ouvertures réalisées en premier lieu par Balenciaga et Alexander McQueen dans le cadre de leurs stratégies respectives d'expansion de leur distribution exclusive. Brioni a poursuivi en revanche sa politique de réduction du nombre de points de vente pour concentrer sa distribution sur les magasins les plus profitables.

Au total, le réseau compte 216 magasins dans les pays matures et 153 dans les pays émergents.

Les investissements opérationnels des Autres Maisons s'établissent à 62 millions d'euros, en progression de 20 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018. Cette hausse s'explique principalement par le nombre de projets engagés par les Maisons Balenciaga et Alexander McQueen.

CORPORATE ET AUTRES

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 <small>Retraité IFRS 16</small>	Variation	1 ^{er} semestre 2018 <small>Publié</small>
Résultat opérationnel courant (hors plans d'intéressement long terme Corporate)	(88,6)	(73,5)	+ 20,5 %	(75,3)
Coût des plans d'intéressement long terme Corporate	(28,7)	(38,8)	- 26,0 %	(38,8)
Résultat opérationnel courant	(117,3)	(112,3)	+ 4,5 %	(114,1)
Retraitement IFRS 16 sur la part fixe de la charge de loyer	(28,6)	(20,6)	+ 38,8 %	n.a.
Amortissement du droit d'utilisation IFRS 16	26,8	18,7	+ 42,6 %	n.a.
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17)	(119,1)	(114,1)	+ 4,4 %	(114,1)

Le segment « Corporate et autres » regroupe les équipes du siège de Kering et les services centraux qui y sont attachés, les Services Partagés qui effectuent des prestations de service de toute nature pour les marques ainsi que le département portant les initiatives du Groupe en lien avec le développement durable.

Elle intègre également la Direction Sourcing de Kering (KGS) qui constitue un centre de profit au titre des prestations qu'elle réalise pour le compte de marques hors Groupe dont des enseignes de l'ex-Groupe Redcats.

En outre, depuis le 1^{er} janvier 2017, la performance de Kering Eyewear est reportée dans ce segment.

Au cours du premier semestre 2019, l'activité de Kering Eyewear a fortement progressé, portée notamment par la reprise des licences Montblanc et Balenciaga. Les ventes de Kering Eyewear se sont établies à 321 millions d'euros. Sa contribution au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 259 millions d'euros après élimination des ventes intra-groupe et des royalties perçues par les marques du Groupe. Elle est en hausse de +20,7 % à change constant.

En dépit de l'amortissement de la fraction de l'indemnité payée à Safilo pour anticiper la fin de la licence Gucci et activée au bilan du Groupe (29 millions au 31 décembre 2018 à amortir sur une période résiduelle d'environ 2 ans), le résultat opérationnel de Kering Eyewear est positif pour la période, en forte progression par rapport au 30 juin 2018.

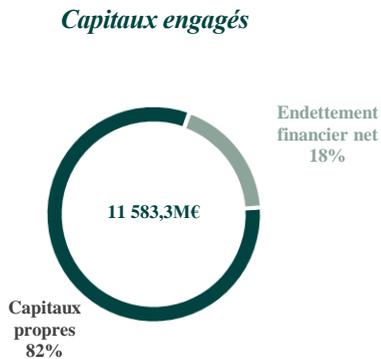
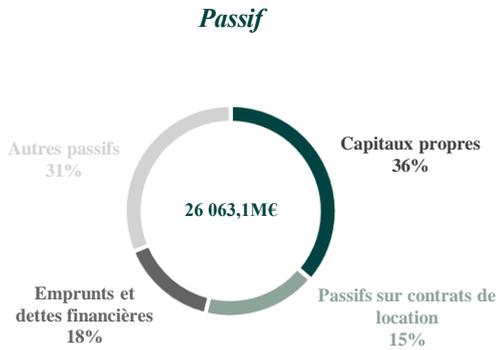
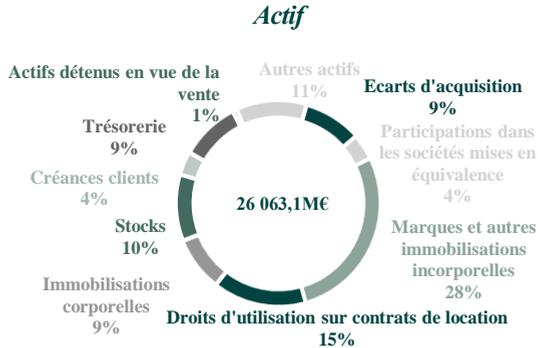
Au total, les coûts nets du « Corporate et autres » s'établissent à 117 millions d'euros environ au premier semestre 2019, en augmentation de 5 millions d'euros par rapport aux coûts nets du premier semestre 2018 retraités (en application d'IFRS 16).



La charge des plans d'intéressement long terme, y compris de ceux bénéficiant aux mandataires sociaux, est en baisse, la progression du cours de bourse de Kering ayant été moins forte au premier semestre 2019 qu'au premier semestre 2018. Les autres coûts du Corporate, nets des contributions positives de KGS et Kering Eyewear, sont en hausse en lien avec le développement de nouvelles fonctions, notamment afin de porter les initiatives du Groupe dans le domaine du digital et de l'innovation.

Les investissements s'établissent à 112 millions d'euros en hausse de 23 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018, sous l'effet de l'accélération continue des projets de modernisation de l'ensemble des systèmes d'information et surtout de l'organisation logistique gérés par le Corporate au bénéfice des marques.

Structure financière au 30 juin 2019



Situation financière résumée

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018	1 ^{ère} application IFRS 16	Autres variations	30/06/2018
Écarts d'acquisition	2 402,1	2 399,2		2,9	2 441,9
Marques et autres immobilisations incorporelles	7 276,1	7 393,6	(144,7)	27,2	7 305,7
Droits d'utilisation sur contrats de locations	3 852,0	n.a.	3 759,1	92,9	n.a.
Immobilisations corporelles	2 236,9	2 228,5	(120,2)	128,6	2 012,8
Participations dans les sociétés mises en équivalence	1 084,7	1 074,7		10,0	1 057,3
Autres actifs non courants	1 828,1	1 200,6		627,5	1 109,8
Actif non courant	18 679,9	14 296,6	3 494,2	889,1	13 927,5
Stocks	2 726,0	2 414,7		311,3	2 179,4
Créances clients	956,7	849,5		107,2	877,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 450,9	2 216,6		234,3	1 926,3
Autres actifs courants	1 056,4	1 051,0	(45,8)	51,2	833,9
Actif courant	7 190,0	6 531,8	(45,8)	704,0	5 816,7
Actifs détenus en vue de la vente	193,2	539,1		(345,9)	531,3
Total Actif	26 063,1	21 367,5	3 448,4	1 247,2	20 275,5
Capitaux propres - Part revenant au Groupe	9 276,2	9 905,9		(629,7)	9 219,0
Capitaux propres - Part revenant aux intérêts non contrôlés	172,5	155,7		16,8	137,6
Capitaux propres	9 448,7	10 061,6	-	(612,9)	9 356,6
Emprunts et dettes financières à long terme	2 910,2	3 171,6	(42,8)	(218,6)	3 459,8
Passifs non courants sur contrats de location	3 259,8	n.a.	3 177,2	82,6	n.a.
Autres passifs non courants	1 782,5	1 723,8		58,7	1 731,5
Passif non courant	7 952,5	4 895,4	3 134,4	(77,3)	5 191,3
Emprunts et dettes financières à court terme	1 675,3	756,4	(35,9)	954,8	1 259,5
Passifs courants sur contrats de location	613,5	n.a.	552,9	60,6	n.a.
Autres passifs courants	6 292,1	5 465,5	(203,0)	1 029,6	4 304,0
Passif courant	8 580,9	6 221,9	314,0	2 045,0	5 563,5
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente	81,0	188,6		(107,6)	164,1
Total Passif	26 063,1	21 367,5	3 448,4	1 247,2	20 275,5

Endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018	1 ^{ère} application IFRS 16	Autres variations	30/06/2018
Dettes financières brutes	4 585,5	3 928,0	(78,7)	736,2	4 719,3
Trésorerie	(2 450,9)	(2 216,6)		(234,3)	(1 926,3)
Endettement financier net	2 134,6	1 711,4	(78,7)	501,9	2 793,0

Capitaux engagés

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018	1 ^{ère} application IFRS 16	Autres variations	30/06/2018
Capitaux propres	9 448,7	10 061,6		(612,9)	9 356,6
Endettement financier net	2 134,6	1 711,4	(78,7)	501,9	2 793,0
Capitaux engagés	11 583,3	11 773,0	(78,7)	(111,0)	12 149,6

Commentaires sur la structure financière**Écarts d'acquisition et marques**

Au 30 juin 2019, les marques nettes d'impôts différés passifs s'élèvent à 5 280 millions d'euros (5 269 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Actifs nets courants

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018	1 ^{ère} application IFRS 16	Autres variations	30/06/2018
Stocks	2 726,0	2 414,7		311,3	2 179,4
Créances clients	956,7	849,5		107,2	877,1
Dettes fournisseurs	(796,4)	(745,8)		(50,6)	(746,7)
Créances (dettes) nettes d'impôts exigibles	(2 885,6)	(1 212,7)		(1 672,9)	(993,8)
Autres actifs (passifs) nets courants	(1 344,1)	(2 191,7)	157,2	690,4	(1 494,5)
Actifs nets courants	(1 343,4)	(886,0)	157,2	(614,6)	(178,5)

L'évolution du cours des devises au cours du premier semestre 2019 génère un impact net positif sur l'ensemble des Actifs nets courants de 26 millions d'euros, dont les Stocks pour 7 millions d'euros et les Autres passifs nets courants à hauteur de 14 millions d'euros.

Hors effets de change, les stocks ont augmenté de 304 millions d'euros sur le premier semestre 2019. Cette progression des stocks est corrélée à la hausse des volumes d'achats sur l'ensemble des principales Maisons, afin de soutenir la croissance des ventes dans un contexte de reconstitution de stocks après le point bas atteint au 31 décembre 2018.



L'augmentation contenue des encours clients s'élève à 104 millions d'euros (hors effets de change), en lien avec la croissance des ventes aux distributeurs tiers notamment chez Gucci et Kering Eyewear.

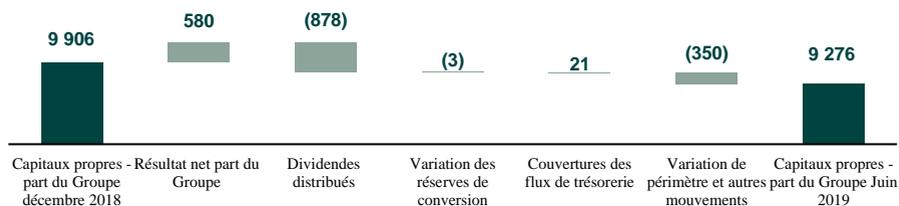
Hors effets de change, les dettes fournisseurs ont augmenté pour leur part de manière limitée à hauteur de 52 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

Les dettes nettes d'impôts exigibles ont augmenté de 1 673 millions d'euros compte tenu de l'accord conclu auprès des autorités fiscales italiennes et de la hausse de la fiscalité liée à la refonte en cours du modèle opérationnel des Maisons en termes de *supply chain* et de logistique.

Enfin, l'acompte sur dividende voté en décembre 2018 a été mis au paiement le 17 janvier 2019 pour 442 millions d'euros, conduisant à la réduction des Autres passifs nets courants.

Capitaux propres, part du Groupe

Au 30 juin 2019, les capitaux propres consolidés, part du Groupe, s'établissent à 9 276 millions d'euros, en diminution de 630 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2018.



Au 30 juin 2019, le capital social de la société Kering SA s'élève à 505 117 288 euros et se compose de 126 279 322 actions entièrement libérées de valeur nominale de 4 euros, inchangé par rapport au 31 décembre 2018. Dans le cadre du contrat de liquidité, Kering ne détient aucune action au 30 juin 2019 (aucune action détenue au 31 décembre 2018). Cependant, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires du 26 Avril 2018, le Groupe a procédé en 2019 à l'acquisition de 323 839 titres complémentaires, représentant un total toujours en sa possession de 752 856 titres au 30 juin 2019. Ces actions une fois le programme de rachat achevé, sont destinées à être annulées.

(Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 13 – Capitaux propres).

Par ailleurs, la part des capitaux propres revenant aux intérêts non contrôlés s'établit à 173 millions d'euros (156 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Commentaires sur l'évolution de l'endettement financier net

Composition de l'endettement financier net

À la fin du premier semestre, l'endettement financier net du Groupe est traditionnellement plus élevé qu'à la clôture de l'exercice eu égard au paiement du dividende et, dans une certaine mesure, à la saisonnalité de l'activité. Au 30 juin 2019, l'endettement financier net du Groupe s'élève à 2 135 millions d'euros.

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	1 ^{ère} application IFRS 16	Autres variations	30/06/2018
Emprunts obligataires	2 593,8	2 836,2		(242,4)	3 700,2
Emprunts bancaires	219,7	200,0		19,7	259,2
Billets de trésorerie	876,2	-		876,2	-
Dettes financières diverses	895,8	891,8	(78,7)	82,7	759,9
Dettes financières brutes	4 585,5	3 928,0	(78,7)	736,2	4 719,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 450,9)	(2 216,6)		(234,3)	(1 926,3)
Endettement financier net	2 134,6	1 711,4	(78,7)	501,9	2 793,0

Au 30 juin 2019, les dettes financières diverses incluent 385 millions d'euros au titre des options de vente accordées à des intérêts non contrôlés (393 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Solvabilité

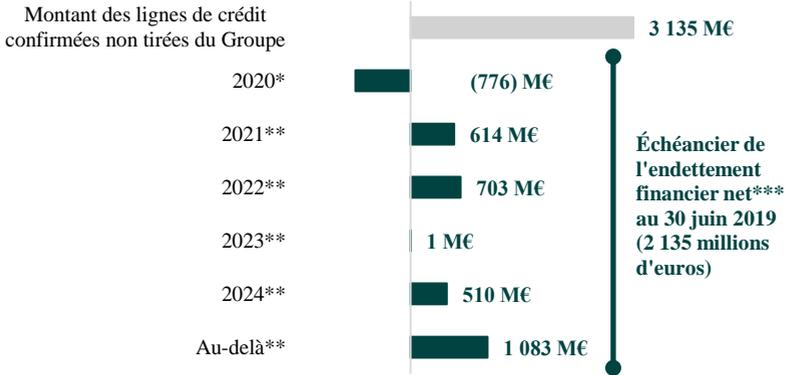
Le Groupe affiche une structure financière très solide, et l'agence de notation Standard & Poors a relevé, le 18 avril 2019, la notation à long terme de Kering de « BBB+ » perspective « positive » à la note « A- » perspective « stable ».

Liquidité

Au 30 juin 2019, le Groupe dispose d'une trésorerie disponible de 2 451 millions d'euros (2 217 millions d'euros au 31 décembre 2018). Le Groupe dispose de 3 135 millions d'euros de lignes de crédit confirmées (3 135 millions d'euros au 31 décembre 2018) et le solde des lignes de crédit confirmées et non utilisées s'élève à 3 135 millions d'euros à cette date (3 135 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie inclut uniquement des instruments de trésorerie sans risque de variation de valeur.





* Dette brute sous déduction de la Trésorerie et équivalents de trésorerie.

** Dette brute

*** Endettement financier net défini page 50.

La part des dettes brutes à moins d'un an représente 36,5 % de la dette brute au 30 juin 2019 (19,3 % au 31 décembre 2018 et 26,7 % au 30 juin 2018). Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les contrats d'emprunts ou de lignes de crédit comportent des clauses juridiques usuelles de *pari passu*, de défaut croisé (*cross default*) et de *negative pledge*.

Il n'existe aucune clause de remboursement anticipé dans les contrats de financement qui serait déclenchée à la suite d'une détérioration de la notation financière du Groupe (*rating trigger*).

(Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 15 – Dettes financières).

Variation de l'endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018	Variation	30/06/2018
Endettement financier net au 1^{er} janvier	1 711,4	3 048,6	(1 337,2)	3 048,6
Retraitement de l'endettement financier net au 1 ^{er} janvier 2018 des Activités abandonnées (IFRS 5)	-	367,1	(367,1)	367,1
1 ^e application IFRS 16 ⁽¹⁾	(78,7)	n.a.	(78,7)	n.a.
Cash-flow libre opérationnel	(1 532,7)	(2 955,2)	1 422,5	(1 400,5)
Dividendes versés	1 332,7	780,3	552,4	776,2
Intérêts nets versés et dividendes reçus	115,3	187,0	(71,7)	94,9
Acquisitions nettes de titres Kering	152,7	167,9	(15,2)	(0,1)
Remboursement des passifs sur contrats de location	284,6	n.a.	284,6	n.a.
Autres acquisitions et cessions	95,1	93,8	1,3	31,9
Autres mouvements	54,2	21,9	32,3	(125,1)
Endettement financier net à la clôture des Activités poursuivies	2 134,6	1 711,4	423,2	2 793,0

⁽¹⁾ Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 4 – 1^{ère} application de la norme IFRS 16.

Cash-flow libre opérationnel**Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles**

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts	2 727,1	2 358,9	+ 15,6 %	2 031,9
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (hors impôt)	(437,0)	(123,0)	+ 255,3 %	(81,7)
Impôts sur le résultat payés	(374,6)	(239,6)	+ 56,3 %	(239,6)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 915,5	1 996,2	- 4,0 %	1 710,6



Investissements opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 915,5	1 996,2	- 4,0 %	1 710,6
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(383,7)	(311,0)	+ 23,4 %	(311,0)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,9	0,9	-	0,9
Cash-flow libre opérationnel	1 532,7	1 686,1	- 9,1 %	1 400,5
Retraitement IFRS 16 sur loyers versés	(298,7)	(285,6)	- 4,6 %	n.a.
Cash-flow libre opérationnel ajusté (IAS 17)	1 234,0	1 400,5	- 11,9 %	1 400,5

Investissements opérationnels bruts par activité

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Total Maisons de Luxe	271,3	221,9	+ 22,3 %	221,9
Corporate et autres	112,4	89,1	+ 26,2 %	89,1
Investissements opérationnels bruts	383,7	311,0	+ 23,4 %	311,0

Au premier semestre 2019, les investissements opérationnels bruts du Groupe concernent les points de vente à hauteur de 53 % (contre 56 % au premier semestre 2018). Pour les magasins, ils se rapportent à des programmes d'ouverture de points de ventes à hauteur de 57 % et à des chantiers de transformation et de rénovation à hauteur de 43 %.

Cash-flow disponible

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018 Retraité IFRS 16	Variation	1 ^{er} semestre 2018 Publié
Cash-flow libre opérationnel	1 532,7	1 686,1	- 9,1 %	1 400,5
Intérêts et dividendes reçus	14,8	3,3	+ 348,5 %	3,3
Intérêts versés et assimilés	(130,1)	(143,6)	- 9,4 %	(98,1)
Cash-flow disponible	1 417,4	1 545,8	- 8,3 %	1 305,7
Retraitement IFRS 16 sur loyers versés	(298,7)	(285,6)	- 4,6 %	n.a.
Retraitement IFRS 16 sur intérêts versés	47,7	45,5	+ 4,8 %	n.a.
Cash-flow disponible ajusté (IAS 17)	1 166,4	1 305,7	- 10,7 %	1 305,7

Dividendes versés

Le dividende en numéraire versé par Kering SA à ses actionnaires au premier semestre 2019 s'élève à 1 320 millions d'euros, incluant l'acompte sur dividende en numéraire mis en paiement le 17 janvier 2019 pour un montant de 442 millions d'euros.

Au premier semestre 2019, les dividendes versés comprenaient également 13 millions d'euros versés aux intérêts non contrôlés des filiales consolidées (19 millions d'euros au premier semestre 2018).

Remboursement des passifs sur contrats de location

La première application de la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019 fait apparaître un remboursement des passifs sur contrats de location pour leur part de loyer fixe pour un montant de 285 millions d'euros. Le remboursement de ces loyers correspondant aux périodes précédemment publiées (2018 et premier semestre 2018) est inclus dans le Cash-flow libre opérationnel de ces périodes (Cf. Note 4 – 1^{ère} application de la norme IFRS 16 – Locations).

Autres acquisitions et cessions

Au premier semestre 2019, les transactions avec les intérêts non contrôlés s'élèvent à 18 millions d'euros. Les autres acquisitions et cessions du premier semestre 2019 regroupent également des activités de financement envers des entités non contrôlées ou mises en équivalence.

Autres mouvements

Au premier semestre 2019, les différences de change impactent à la baisse les Autres mouvements à hauteur de 21 millions d'euros (10 millions d'euros au premier semestre 2018).

Résultat de la société Kering et capital social

Le résultat net de la Société mère au premier semestre 2019 constitue un bénéfice de 19 millions d'euros (bénéfice de 922 millions d'euros au premier semestre 2018 incluant la plus-value de cession des titres PUMA pour 798 millions d'euros).

Il inclut des dividendes perçus des filiales à hauteur de 30 millions d'euros (210 millions au premier semestre 2018).

Le capital social de Kering au 30 juin 2019 est constitué de 126 279 322 actions d'une valeur nominale de 4 euros.

Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées intervenues sur le premier semestre 2019 sont décrites dans la Note 21 – Transactions avec les parties liées des comptes semestriels consolidés résumés.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 30 juin 2019 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2019.

Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2019 sont ceux exposés dans la partie Gestion des risques du Document de Référence 2018 ainsi que dans la Note 30 des États financiers au 31 décembre 2018.



Perspectives

Positionné sur des marchés structurellement porteurs, Kering dispose de fondamentaux très solides, d'un portefeuille équilibré de marques complémentaires et à fort potentiel, et de priorités très clairement établies.

Le Groupe poursuit la mise en œuvre de sa stratégie, qui se traduit par l'attention portée à la croissance du chiffre d'affaires à magasins comparables, avec une expansion du réseau de magasins ciblée et sélective, permettant de faire progresser durablement les marges opérationnelles de ses Maisons. Le Groupe investit par ailleurs de manière volontariste pour développer des plateformes de croissance transverses en matière d'e-commerce, d'omnichannel, d'infrastructures logistiques et informatiques, d'expertises et d'outils digitaux innovants.

Le Groupe évolue dans un environnement qui demeure incertain, qu'il s'agisse du contexte macro-économique, des aléas géopolitiques, des décisions relatives à la politique douanière des États ou de l'évolution des parités monétaires, avec des événements qui peuvent notamment influencer les tendances de consommation et les flux touristiques.

Dans ces conditions, et dans la continuité de ce que le Groupe a mis en œuvre avec succès ces dernières années, Kering poursuit en 2019 un pilotage et une allocation rigoureuse de ses ressources, en vue d'améliorer à nouveau sa performance opérationnelle, de maintenir une génération de cash-flow élevée et de continuer à faire progresser la rentabilité de ses capitaux employés.

Méthodologie appliquée à l'élaboration des données financières 2018 retraitées IFRS 16

Les données du premier semestre 2018 ont été retraitées pour présenter l'impact IFRS 16 sur cette période et pouvoir les mettre en regard des données du premier semestre 2019 appliquant la norme IFRS 16. Ces données retraitées prennent en compte l'ensemble des contrats de location en vigueur au cours du premier semestre 2018 en appliquant la méthode rétrospective partielle et les principes comptables retenus par le Groupe pour la première application de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2018, actualisés aux taux d'actualisation du 1^{er} janvier 2019, date de transition officielle. Conformément aux principes comptables qui sont appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2019, ce retraitement ne concerne pas les contrats de location exclusivement variables, les contrats à court terme (inférieurs ou égaux à 1 an, y compris les contrats long terme expirés au 31 décembre 2019), ainsi que les contrats dont l'actif sous-jacent est de faible valeur.

(Cf. comptes semestriels consolidés résumés, Note 4 - 1^{ère} application de la norme IFRS 16 – Locations).

Définitions des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Chiffre d'affaires « réel » et « comparable »

Le chiffre d'affaires (ou produit des activités ordinaires) « réel » du Groupe correspond à son chiffre d'affaires publié. Le Groupe utilise, par ailleurs, la notion de « comparable » qui permet de mesurer la croissance organique de ses activités. La notion de chiffre d'affaires « comparable » consiste à retraiter le chiffre d'affaires 2018 en :

- neutralisant la part de chiffre d'affaires relative aux entités cédées en 2018 ;
- en intégrant la part de chiffre d'affaires relative aux entités acquises en 2019 ;
- en recalculant l'ensemble du chiffre d'affaires 2018 aux taux de change 2019.

Ces retraitements permettent ainsi d'obtenir une base comparable à taux et périmètre constants, afin d'identifier la croissance dite « organique » ou « interne » du Groupe.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel total de Kering inclut l'ensemble des produits et des coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles et atypiques.

Les « Autres produits et charges opérationnels non courants », qui regroupent les éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents, sont de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique des entreprises du Groupe. Les « Autres produits et charges opérationnels non courants » peuvent comprendre notamment des dépréciations d'écarts d'acquisition et d'autres immobilisations incorporelles et corporelles, des résultats de cession d'actifs immobilisés, des coûts de restructuration et des coûts relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs.

En conséquence, pour le suivi des performances opérationnelles du Groupe, Kering utilise comme solde de gestion majeur le résultat opérationnel courant, défini, comme la différence entre le résultat opérationnel total et les « Autres produits et charges opérationnels non courants ».



Le résultat opérationnel courant est un agrégat intermédiaire qui permet de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle du Groupe et qui peut servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente. Cet indicateur est présenté de façon constante et stable dans le temps et selon le principe de continuité et de pertinence de l'information financière.

EBITDA

Le Groupe utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé EBITDA. Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations nettes aux amortissements et des provisions sur actifs opérationnels non courants, comptabilisées en résultat opérationnel courant.

Cash-flow libre opérationnel et cash-flow disponible

Le Groupe utilise également un agrégat intermédiaire pour le suivi de sa performance financière dénommé cash-flow libre opérationnel. Cet indicateur financier correspond aux flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles sous déduction des investissements opérationnels nets (définis comme les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles).

Le cash-flow disponible correspond au cash-flow libre opérationnel augmenté des intérêts et dividendes reçus et diminué des intérêts versés et assimilés.

Endettement financier net

L'endettement financier net est constitué de l'endettement financier brut incluant les intérêts courus non échus diminué de la trésorerie nette, tels que définis par la recommandation du Conseil national de la comptabilité n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009.

L'endettement financier net prend en compte les instruments financiers de couverture de juste valeur inscrits au bilan et relatifs aux emprunts bancaires et obligataires dont le risque de taux est couvert en totalité ou en proportion dans le cadre d'une relation de juste valeur.

Taux d'impôt effectif sur le résultat courant

Le taux d'impôt effectif sur le résultat courant correspond au taux d'impôt effectif hors effet d'impôt relatif aux « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

2. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2019

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018
ACTIVITÉS POURSUIVIES				
Produits des activités ordinaires	5	7 638,4	6 431,9	13 665,2
Coût des ventes		(1 986,3)	(1 655,6)	(3 467,0)
Marge brute		5 652,1	4 776,3	10 198,2
Charges de personnel		(1 140,5)	(1 012,7)	(2 080,4)
Autres produits et charges opérationnels courants		(2 258,9)	(1 991,7)	(4 174,0)
Résultat opérationnel courant	5	2 252,7	1 771,9	3 943,8
Autres produits et charges opérationnels non courants	6	(42,2)	(39,6)	(222,4)
Résultat opérationnel		2 210,5	1 732,3	3 721,4
Charges financières (nettes)	7	(133,7)	(97,1)	(207,3)
Résultat avant impôt		2 076,8	1 635,2	3 514,1
Impôt sur le résultat	8	(1 449,4)	(385,0)	(867,7)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	12	20,7	(3,0)	11,9
Résultat net des activités poursuivies		648,1	1 247,2	2 658,3
dont part du Groupe		623,4	1 228,9	2 630,6
dont part des intérêts non contrôlés		24,7	18,3	27,7
ACTIVITÉS ABANDONNÉES				
Résultat net des activités abandonnées	9.1	(60,0)	1 148,2	1 095,2
dont part du Groupe		(43,7)	1 130,7	1 084,3
dont part des intérêts non contrôlés		(16,3)	17,5	10,9
Résultat net de l'ensemble consolidé		588,1	2 395,4	3 753,5
Résultat net part du Groupe		579,7	2 359,6	3 714,9
Résultat net part des intérêts non contrôlés		8,4	35,8	38,6



<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018
Résultat net part du Groupe		579,7	2 359,6	3 714,9
Résultat par action <i>(en euros)</i>	10.1	4,61	18,74	29,49
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	10.1	4,61	18,74	29,49
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies		623,4	1 228,9	2 630,6
Résultat par action <i>(en euros)</i>	10.1	4,96	9,76	20,88
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	10.1	4,96	9,76	20,88
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies hors éléments non courants ⁽¹⁾		1 556,1	1 262,2	2 816,7
Résultat par action <i>(en euros)</i>	10.2	12,37	10,02	22,36
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	10.2	12,37	10,02	22,36

⁽¹⁾ Le Résultat net part du Groupe des activités poursuivies hors éléments non courants du premier semestre 2019 n'inclut pas la charge d'impôt exceptionnelle liée à l'accord fiscal en Italie (Cf. Note 8 et Note 10.2. des comptes semestriels consolidés résumés 2019).

État du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018
Résultat net		588,1	2 395,4	3 753,5
Écarts actuariels ⁽¹⁾		(10,4)	8,3	9,6
Éléments non recyclables en résultat		(10,4)	8,3	9,6
Écarts de conversion		(2,6)	(97,4)	(70,6)
Couvertures des flux de trésorerie ⁽¹⁾		21,3	(91,3)	(142,0)
Actifs évalués à la juste valeur ⁽¹⁾		(0,1)	(2,8)	(13,3)
Quote-part des autres éléments de résultat global des sociétés mises en équivalence		(5,1)	8,4	12,0
Éléments recyclables en résultat		13,5	(183,1)	(213,9)
Autres éléments du résultat global, après impôt	11	3,1	(174,8)	(204,3)
Résultat global total		591,2	2 220,6	3 549,2
dont part du Groupe		582,5	2 180,8	3 504,8
dont part des intérêts non contrôlés		8,7	39,8	44,4

⁽¹⁾ Nets d'impôt.



État de la situation financière consolidée

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Écarts d'acquisition		2 402,1	2 399,2	2 441,9
Marques et autres immobilisations incorporelles		7 276,1	7 393,6	7 305,7
Droits d'utilisation sur contrats de location	4	3 852,0	n.a.	n.a.
Immobilisations corporelles		2 236,9	2 228,5	2 012,8
Participations dans les sociétés mises en équivalence	12	1 084,7	1 074,7	1 057,3
Actifs financiers non courants		372,8	336,3	325,0
Actifs d'impôt différé		1 381,9	830,1	768,6
Autres actifs non courants		73,4	34,2	16,2
Actif non courant		18 679,9	14 296,6	13 927,5
Stocks		2 726,0	2 414,7	2 179,4
Créances clients		956,7	849,5	877,1
Créances d'impôt courant		109,3	90,6	46,7
Autres actifs financiers courants		58,4	60,9	49,9
Autres actifs courants		888,7	899,5	737,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	2 450,9	2 216,6	1 926,3
Actif courant		7 190,0	6 531,8	5 816,7
Actifs détenus en vue de la vente		193,2	539,1	531,3
TOTAL ACTIF		26 063,1	21 367,5	20 275,5



PASSIF				
(en millions d'euros)	Notes	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Capital social	13	505,2	505,2	505,2
Réserves liées au capital		2 428,3	2 428,3	2 428,3
Titres d'autocontrôle	13.1	(322,4)	(168,3)	-
Réserves de conversion		(209,4)	(206,7)	(231,4)
Réserve de réévaluation des instruments financiers		(76,5)	(97,8)	(47,0)
Autres réserves		6 951,0	7 445,2	6 563,9
Capitaux propres				
- Part revenant au Groupe	13	9 276,2	9 905,9	9 219,0
Capitaux propres				
- Part revenant aux intérêts non contrôlés		172,5	155,7	137,6
Capitaux propres	13	9 448,7	10 061,6	9 356,6
Emprunts et dettes financières à long terme	15	2 910,2	3 171,6	3 459,8
Passifs non courants sur contrats de location	4	3 259,8	n.a.	n.a.
Autres passifs financiers non courants		5,4	3,0	0,7
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		101,7	88,0	89,3
Provisions		14,9	14,2	23,1
Passifs d'impôt différé		1 573,7	1 578,6	1 579,6
Autres passifs non courants		86,8	40,0	38,8
Passif non courant		7 952,5	4 895,4	5 191,3
Emprunts et dettes financières à court terme	15	1 675,3	756,4	1 259,5
Passifs courants sur contrats de location	4	613,5	n.a.	n.a.
Autres passifs financiers courants		69,3	553,2	108,1
Dettes fournisseurs		796,4	745,8	746,7
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		8,7	8,6	8,3
Provisions		200,9	255,7	226,8
Dettes d'impôt courant		2 994,9	1 303,3	1 040,5
Autres passifs courants		2 221,9	2 598,9	2 173,6
Passif courant		8 580,9	6 221,9	5 563,5
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente		81,0	188,6	164,1
TOTAL PASSIF		26 063,1	21 367,5	20 275,5

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018
Résultat net des activités poursuivies		648,1	1 247,2	2 658,3
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	5	556,6	249,7	491,9
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie	19.2	(465,2)	(75,7)	(6,6)
Capacité d'autofinancement		739,5	1 421,2	3 143,6
Charges et produits d'intérêts financiers		123,1	95,9	186,6
Dividendes reçus		-	(0,3)	(1,0)
Charge nette d'impôt exigible	8	1 864,5	515,1	1 062,4
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		2 727,1	2 031,9	4 391,6
Variation du besoin en fonds de roulement		(437,0)	(81,7)	(51,6)
Impôts sur le résultat payés		(374,6)	(239,6)	(562,0)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		1 915,5	1 710,6	3 778,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	(383,7)	(311,0)	(828,0)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,9	0,9	5,2
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise		-	1,3	(15,8)
Acquisitions d'autres actifs financiers		(101,7)	(38,7)	(80,3)
Cessions d'autres actifs financiers		16,9	13,4	21,9
Intérêts et dividendes reçus		14,8	3,2	5,4
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		(452,8)	(330,9)	(891,6)
Dividendes versés aux actionnaires de Kering SA, Société mère	13.2	(1 320,1)	(757,6)	(757,6)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlés des filiales consolidées		(12,6)	(18,6)	(22,8)
Transactions avec les intérêts non contrôlés		(17,7)	(3,0)	(2,7)
Acquisitions ou cessions d'actions d'autocontrôle	13.1	(152,7)	0,1	(167,9)
Émission d'emprunts	19.3	34,8	8,2	73,1
Remboursement d'emprunts	19.3	(264,2)	(413,5)	(1 404,5)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières	19.3	861,6	(21,7)	(27,9)
Remboursement des passifs sur contrats de location	4	(284,6)	n.a.	n.a.
Intérêts versés et assimilés	4	(130,1)	(98,1)	(192,4)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		(1 285,6)	(1 304,2)	(2 502,7)
Flux nets liés aux activités abandonnées	9.2	(73,9)	(329,5)	(379,1)
Incidence des variations des cours de change		28,3	21,5	(67,6)
Variation nette de la trésorerie		131,5	(232,5)	(63,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	19	1 836,3	1 899,3	1 899,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	19	1 967,8	1 666,8	1 836,3



Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions en circulation ⁽¹⁾	Capital social	Réserves liées au capital	Titres d'auto-contrôle	Réserves de conversion	Réévaluation des instruments financiers	Autres réserves et résultats nets - part du Groupe	Capitaux propres		
								Part Groupe	Intérêts non contrôlés	Totaux
Au 31 décembre 2017	126 279 322	505,2	2 428,3	-	(131,7)	76,0	9 070,4	11 948,2	678,2	12 626,4
Résultat global total du 1^{er} semestre 2018					(99,7)	(93,3)	2 373,8	2 180,8	39,8	2 220,6
Titres d'autocontrôle ⁽²⁾							0,1	0,1		0,1
Augmentation de capital								-	0,2	0,2
Dividendes en numéraire distribués							(505,1)	(505,1)	(43,3)	(548,4)
Dividendes en nature distribués (actions PUMA)							(4 514,5)	(4 514,5)		(4 514,5)
1 ^{ère} application IFRS 9 ⁽²⁾						(29,7)	29,7	-		-
1 ^{ère} application IFRS 15 ⁽²⁾							(15,4)	(15,4)		(15,4)
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾							124,9	124,9	(537,3)	(412,4)
Au 30 juin 2018	126 279 322	505,2	2 428,3	-	(231,4)	(47,0)	6 563,9	9 219,0	137,6	9 356,6
Résultat global total du 2^{ème} semestre 2018					24,7	(50,8)	1 350,1	1 324,0	4,6	1 328,6
Titres d'autocontrôle ⁽²⁾				(168,3)			0,2	(168,1)		(168,1)
Dividendes en numéraire distribués et acompte							(442,0)	(442,0)	(1,7)	(443,7)
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾							(27,0)	(27,0)	15,2	(11,8)
Au 31 décembre 2018	126 279 322	505,2	2 428,3	(168,3)	(206,7)	(97,8)	7 445,2	9 905,9	155,7	10 061,6
Résultat global total du 1^{er} semestre 2019					(2,8)	21,3	564,0	582,5	8,7	591,2
Titres d'autocontrôle ⁽²⁾				(154,2)				(154,2)		(154,2)
Augmentation de capital									0,5	0,5
Dividendes en numéraire distribués							(878,1)	(878,1)	(18,4)	(896,5)
1 ^{ère} application IFRIC 23 ⁽⁴⁾							(166,0)	(166,0)		(166,0)
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾							(13,9)	(13,9)	26,0	12,1
Au 30 juin 2019 ⁽⁵⁾	126 279 322	505,2	2 428,3	(322,5)	(209,5)	(76,5)	6 951,2	9 276,2	172,5	9 448,7

⁽¹⁾ Valeur nominale des actions de 4 euros.

⁽²⁾ Nets d'impôt.

⁽³⁾ Les "variations de périmètre et autres variations" incluent les options de vente accordées à des actionnaires minoritaires (Cf. Note 15 - Dettes financières).

⁽⁴⁾ Cf. Note 2.2.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et applicables au 1^{er} janvier 2019.

⁽⁵⁾ Nombre d'actions au capital au 30 juin 2019 : 126 279 322.



Notes annexes résumées aux états financiers consolidés

Note 1 – Généralités	58
Note 2 – Principes et méthodes comptables	58
Note 3 – Évolutions du périmètre et autres faits marquants	60
Note 4 – 1 ^{ère} application de la norme IFRS 16 - Locations	62
Note 5 – Secteurs opérationnels	70
Note 6 – Autres produits et charges opérationnels non courants	72
Note 7 – Charges financières (nettes)	73
Note 8 – Impôt sur le résultat	74
Note 9 – Activités abandonnées	75
Note 10 – Résultats par action	76
Note 11 – Autres éléments du résultat global	79
Note 12 – Participations dans les sociétés mises en équivalence	80
Note 13 – Capitaux propres	80
Note 14 – Trésorerie et équivalents de trésorerie	81
Note 15 – Dettes financières	82
Note 16 – Instruments dérivés en valeur de marché	83
Note 17 – Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers	84
Note 18 – Endettement financier net	85
Note 19 – Tableau des flux de trésorerie	86
Note 20 – Passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels	87
Note 21 – Transactions avec les parties liées	87
Note 22 – Événements postérieurs à la clôture	87



Note 1 – Généralités

Kering, société-mère du Groupe, est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration, dont le siège social est 40 rue de Sèvres 75007 Paris, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 075 020 RCS Paris et est cotée à l'Euronext Paris.

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2019 reflètent la situation comptable de Kering et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées et coentreprises.

Le Conseil d'administration du 25 juillet 2019 a arrêté les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2019 et donné son autorisation à leur publication ce même jour.

Note 2 – Principes et méthodes comptables

2.1. Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe Kering au 31 décembre 2018 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2019 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle qu'adoptée par l'Union européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2018.

2.2. Référentiel IFRS appliqué

2.2.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et applicables au 1^{er} janvier 2019

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l'exercice 2018 à l'exception de l'impôt sur le résultat qui fait l'objet de méthodes d'évaluation spécifiques (Note 2.3.1) et à l'exception des normes, amendements et interprétation suivants qui sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- la norme IFRS 16 – *Locations* qui établit le modèle de comptabilisation des contrats de location et qui remplace la norme IAS 17 – *Contrats de location* et les interprétations IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27;
- l'amendement de la norme IFRS 9 – *Instruments financiers* relatif aux clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative ;
- les amendements de la norme IAS 28 relatif aux intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- les amendements de la norme IAS 19 relatifs aux modifications, réductions ou liquidations de régimes à prestations définies ;



- les amendements issus de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS 2015-2017 concernant les normes IAS 12, IAS 23, IFRS 3 et IFRS 11 ;
- l'interprétation IFRIC 23 – *Incertitude relative aux traitements fiscaux*.

Les bases de préparation et l'impact de la première application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 sont présentés en Note 4 – 1^{ère} application de la norme IFRS 16 - Locations.

Par ailleurs, dans le cadre de la première application de l'interprétation IFRIC 23, le Groupe a été amené à revoir sa méthodologie d'évaluation de ses passifs fiscaux relatifs aux risques non probables. Ce changement de méthode s'est traduit par la comptabilisation d'une provision supplémentaire de 166 millions d'euros au 1^{er} janvier 2019, en contrepartie des capitaux propres.

Les autres amendements de normes n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2019.

2.2.2. Normes, amendements et interprétations non encore adoptés par l'Union européenne

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations suivantes dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2019 :

- les amendements aux normes IAS 1 et IAS 8, relatifs à la modification de la définition du terme « significatif », d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020, selon l'IASB ;
- les amendements à la norme IFRS 3, relatifs à la définition d'une entreprise, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020, selon l'IASB ;
- la modification des références au cadre conceptuel dans les normes, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020, selon l'IASB ;
- la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance*, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2021.

2.3. Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

2.3.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période (exigible et différée) est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice en cours, pour chaque entité et sous-ensemble fiscal. Elle est ajustée des opérations propres au premier semestre.

2.3.2. Saisonnalité de l'activité

Le produit des activités ordinaires, le résultat opérationnel courant et l'ensemble des indicateurs opérationnels (dont le besoin en fonds de roulement) sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité élevé sur le second semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2019 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2019.

2.4. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes



annexes. La direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le montant des positions fiscales incertaines, des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que les hypothèses retenues pour le calcul des passifs sur contrats de location, des obligations liées aux avantages du personnel, des paiements fondés sur des actions, des impôts différés et des instruments financiers. Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme. Le groupe exerce également son jugement afin de qualifier les éventuelles options de renouvellement des contrats de location comme raisonnablement certaine ou pas.

Par ailleurs, outre l'utilisation d'estimations, la direction du Groupe fait appel à son jugement afin de déterminer le traitement comptable approprié de certaines opérations, dans l'attente de clarification de certaines normes IFRS ou lorsque les normes en vigueur ne traitent pas des problématiques concernées. C'est le cas notamment pour les options de vente accordées aux actionnaires minoritaires.

Note 3 – Évolutions du périmètre et autres faits marquants

3.1. Recentrage stratégique et activités abandonnées

Volcom

Le 2 avril 2019, Kering a annoncé avoir finalisé la cession de la marque américaine de sport et lifestyle Volcom. L'entreprise américaine Authentic Brands Group (ABG) a acquis les droits de propriété intellectuelle de Volcom à compter du 1^{er} avril 2019. L'équipe managériale actuelle de Volcom reprend la licence d'exploitation de la marque et poursuivra le développement des activités de la marque aux États-Unis, en France, en Australie et au Japon (Cf. Note 9 – Activités abandonnées).

3.2. Accord avec les autorités fiscales italiennes

Le 9 mai 2019, Kering a annoncé avoir conclu un accord avec les autorités fiscales italiennes dans le cadre de la procédure ouverte à l'encontre de sa filiale suisse Luxury Goods International (LGI). L'accord, trouvé au terme d'une analyse approfondie et dans un esprit collaboratif mutuel, reconnaît que les réclamations soulevées par l'audit fiscal concernaient d'une part l'existence d'un établissement stable en Italie sur la période 2011-2017, avec les profits associés, et d'autre part, les prix de transfert intragroupe appliqués pour la même période entre LGI et Guccio Gucci S.p.A. (Cf. Note 8 – Impôt sur le résultat).



3.3. Évolution et transfert des activités logistiques

Dans un contexte d'évolution rapide de l'industrie et de croissance importante, Kering est engagé dans une refonte globale de son organisation logistique, s'appuyant sur les dernières technologies, afin de répondre aux nouveaux besoins de ses Maisons en termes de volume, de « leadtime » et d'intégration omnicanal.

Le projet, déjà engagé aux États-Unis avec la construction d'un nouveau site dans le New Jersey, sera progressivement mis en œuvre d'ici à 2022. Il impliquera notamment le regroupement de la majorité des activités logistiques jusqu'à présent opérées en Suisse dans un nouveau *hub* qui sera situé en Italie, près de Novara.

La nouvelle plateforme en Italie sera dimensionnée pour la croissance future du Groupe et aura une capacité de stockage plus importante, reflétant l'augmentation des volumes. Elle répondra également à la demande croissante d'interconnectivité avec les principales plateformes de transport.

3.4. Programme de rachat d'actions

Kering a annoncé le 29 octobre 2018 la mise en place d'un programme de rachat d'actions avec l'objectif de racheter jusqu'à 1,0% de son capital social sur une durée de 12 mois.

Entre le 29 octobre 2018 et le 28 février 2019, une première tranche du programme a porté sur 603 406 actions. Un nouveau contrat d'achat d'actions avec un Prestataire de Services d'Investissements a été mis en place le 17 juin 2019. Il correspond à une seconde tranche du programme, pour un volume maximal de 658 000 actions, soit environ 0,5% du capital social. Pour rappel, le prix maximum d'achat d'actions Kering a été fixé à 580 euros (cinq cent quatre-vingts euros) dans le cadre de la 10^{ème} résolution adoptée par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 avril 2019.

Il est prévu que les rachats débutent le 17 juin 2019 pour une durée de 3 (trois) mois au plus. Les actions ainsi rachetées sont destinées à être annulées.

3.5. Nominations et gouvernance d'entreprise chez Kering

Lors de sa réunion du 11 février 2019, le Conseil d'administration de Kering a désigné Mme Sophie L'Hélias en tant qu'administratrice référente indépendante, avec un rôle habituel, notamment, en coordination avec le Président, d'être la porte-parole du Conseil auprès des investisseurs sur les questions ESG (Environnement, Sociétal, Gouvernance).

Kering a par ailleurs annoncé la nomination de Cédric Charbit, CEO de Balenciaga, au Comité exécutif du Groupe à compter du 1^{er} juillet 2019.

Enfin, Bartolomeo Rongone est nommé CEO de la Maison Bottega Veneta à compter du 1^{er} septembre 2019, en remplacement de Claus-Dietrich Lahrs. Il sera rattaché à François-Henri Pinault, Président-Directeur général de Kering, et sera membre du Comité exécutif du Groupe.



Note 4 – 1^{ère} application de la norme IFRS 16 - Locations

La présente note s'attache à décrire la première application de la norme IFRS 16 – Locations par Kering dans son activité de preneur, prépondérante du fait du réseau de magasins gérés en propre au sein de ses Maisons. En effet le Groupe détient essentiellement des contrats de location immobilière. L'activité de bailleur est non significative chez Kering et ne présente pas de modification majeure par rapport à la norme IAS 17. Elle ne sera donc pas traitée ci-après.

4.1. Principes et méthodes comptables appliqués aux contrats de location à partir du 1^{er} janvier 2019

4.1.1. Contrats de location concernés par l'application de la norme IFRS 16

Un contrat de location, tel que défini par la norme IFRS 16, est un contrat, ou une partie d'un contrat, par lequel est cédé le droit d'utiliser un bien sous-jacent pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour rappel, un contrat est un accord entre deux parties ou plus, qui crée des droits et des obligations exécutoires.

En vertu des exemptions autorisées par la norme IFRS 16 § 5, Kering a choisi d'appliquer la norme IFRS 16 à l'ensemble de ses contrats de location, à l'exception :

- des contrats de location à court terme, dont la durée initiale est égale à ou est inférieure à 12 mois ;
- des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, considérant la valeur du bien à l'état neuf ;
- de la part variable de loyer qui, par définition, ne peut être considérée ferme et constituer un passif sur contrats de location à reconnaître dans l'état de la situation financière ;

Par ailleurs, certains des contrats de location peuvent contenir un droit de substitution substantiel de la part du bailleur. Un droit de substitution n'est pas considéré substantiel lorsque le bailleur a le droit ou l'obligation de substituer le bien sous-jacent seulement à ou après une date spécifique (échéance ou période de préavis) et/ou à la survenue d'un événement particulier (rénovation, construction, etc.). Par conséquent, seuls les contrats de location non immobiliers peuvent être concernés par un droit de substitution substantiel.

Ces contrats de location continuent d'être comptabilisés en charges de loyer selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location, sans changement par rapport à la norme IAS 17.

Par ailleurs, lorsque certains contrats contiennent une part explicitement identifiable relative à des prestations de services ne rentrant pas dans la définition d'une location, cette part est comptabilisée en charges opérationnelles courantes conformément à sa nature de coûts.

4.1.2. Comptabilisation des contrats de location selon la norme IFRS 16

L'application de la norme IFRS 16 consiste, pour tout contrat de location concerné, à reconnaître dans l'État de la situation financière consolidée à la date de début du contrat de location :

- un Passif sur contrats de location, correspondant à la valeur actualisée des paiements de loyer fixe futurs relatifs à la durée estimée du contrat de location. Ce passif est présenté séparément pour sa part courante et sa part non-courante. Les loyers fixes futurs incluent la réévaluation éventuelle de loyer correspondant à un index ou un taux de croissance contractuellement établi. Ils peuvent également inclure la valeur d'une option d'achat ou l'estimation de pénalités de fin de contrat anticipée, lorsque



Kering est raisonnablement certain d'exercer de telles options. En outre, les paiements fixes incluent la déduction des éventuels avantages incitatifs à la location à recevoir à la date de début du contrat de location.

- un Droit d'utilisation sur contrats de location, correspondant à la valeur du Passif sur contrats de location diminuée des avantages incitatifs à la location reçus du bailleur, et augmentée de loyers payés d'avance des coûts directs initiaux ainsi qu'une estimation des coûts de remise en état lorsque ceux-ci font l'objet d'obligations contractuelles.

Après la date de début du contrat de location et à chaque clôture comptable :

- le Passif sur contrats de location est réévalué de la manière suivante :

- une augmentation reflétant la charge d'actualisation de la période en application du taux d'emprunt marginal appliqué au contrat de location, en contrepartie du compte de Charge d'intérêt sur contrats de location, nouvelle ligne des Charges financières (nettes) au Compte de résultat consolidé ;

- une diminution reflétant les paiements de loyer de la période, en contrepartie du compte de Trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'État de la situation financière consolidée ;

- une augmentation reflétant la mise à jour de la période d'un index ou taux de croissance du loyer, si applicable, et ce, en contrepartie du Droit d'utilisation sur contrats de location dans l'État de la situation financière consolidée ;

- une augmentation ou une diminution reflétant une réestimation des paiements de loyer futurs à la suite d'un changement d'estimation dans la durée de location, en contrepartie du Droit d'utilisation sur contrats de location dans l'État de la situation financière consolidée.

- le Droit d'utilisation sur contrats de location est réévalué de la manière suivante :

- une diminution reflétant l'amortissement linéaire sur la durée du contrat de location, en contrepartie d'une Charge d'amortissement des droits d'utilisation sur contrats de location dans le Résultat opérationnel courant du Compte de résultat ;

- une diminution reflétant une éventuelle perte de valeur du Droit d'utilisation sur contrats de location, en contrepartie des Autres produits et charges opérationnels non courants du Compte de résultat ;

- une augmentation reflétant la mise à jour de la période d'un index ou taux de croissance du loyer, si applicable, et ce, en contrepartie du Passif sur contrats de location dans l'État de la situation financière consolidée ;

- une augmentation ou une diminution reflétant une réestimation des paiements de loyer futurs à la suite d'un changement d'estimation dans la durée de location, en contrepartie du Passif sur contrats de location dans l'État de la situation financière consolidée.

En résumé, l'impact dans le Compte de résultat de l'application de la norme IFRS 16 se reflète de la manière suivante :

- dans les Autres produits et charges opérationnels courants, dans le Résultat opérationnel courant :



- la part variable des loyers, les charges locatives ainsi que les loyers des contrats de location à court terme ou de faible valeur ;
 - la charge d'amortissement linéaire correspondant aux Droits d'utilisation sur contrats de location ;
- dans les Charges financières (nettes), la charge d'intérêt correspondant à la désactualisation des Passifs sur contrats de location.

Enfin, l'impact dans le Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'application de la norme IFRS 16 se reflète de la manière suivante :

- dans les Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles : les paiements relatifs à la part variable des loyers, des charges locatives ainsi que les loyers des contrats de location à court terme ou de faible valeur ;
- dans les Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement : le remboursement des passifs sur contrats de location, pour la part de principal, ainsi que la part des intérêts présentée sur la ligne Intérêts versés et assimilés.

4.1.3. Estimation de la durée des contrats de location

La durée d'un contrat de location correspond à la durée non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent, à laquelle peut s'ajouter :

- toute option de prolongation du contrat de location que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer ; ou
- toute option de résiliation du contrat de location que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Dans l'estimation de la durée de ses contrats de location immobilière, Kering distingue deux catégories de biens sous-jacents :

- les points de vente : la durée retenue correspond à la durée initiale du contrat de location à la date de signature, c'est-à-dire sans prendre en compte une éventuelle option de prolongation, considérant que l'arbitrage des opportunités de localisation tout au long de la durée du contrat est un élément clef dans la gestion de son réseau de magasins. En conséquence, une éventuelle option de prolongation, voire, à l'inverse, la constatation d'une sortie anticipée, ne sont prises en compte que lorsque Kering les a effectivement exercées.
- les autres bâtiments (bureaux, centres logistiques et centres de production) : la durée retenue correspond à la durée initiale du contrat de location augmentée des éventuelles options de prolongation que Kering a la certitude raisonnable d'exercer compte tenu de l'horizon économique d'utilisation de ces biens sous-jacents.

De manière plus spécifique, pour les baux commerciaux conclus en France (3-6-9) et conformément au Relevé de conclusions publié par l'ANC le 16 février 2018, Kering reconnaît comme durée exécutoire à la date de début du contrat de location une durée de 9 ans. Il a été également retenu pour certains baux commerciaux conclus en Italie (6+6) comme durée exécutoire à la date de début du contrat de location une durée de 12 ans.

Par ailleurs, certains contrats de location comportent des clauses de tacite reconduction ou bien des durées indéfinies. Pour ces contrats, Kering est dans l'impossibilité de déterminer de manière fiable

la durée de location estimée au-delà de son strict engagement contractuel et comptabilise par conséquent ces contrats sans prendre en compte aucune option de prolongation.

Enfin, Kering continue d'amortir les agencements de ses points de vente et de ses autres bâtiments en cohérence avec la durée des contrats de location sous-jacents, et n'a pas changé d'approche par rapport au traitement suivi sous la norme IAS 17. En effet, la détermination de la durée d'amortissement des agencements prend en compte une multiplicité de facteurs dont fait partie, parmi d'autres, la durée du contrat de location sous-jacent.

4.1.4. Détermination du taux d'actualisation des passifs sur contrats de location

Kering considère qu'il est impossible de déterminer facilement le taux d'intérêt implicite de ses contrats de location. Par conséquent, Kering a choisi d'appliquer le taux d'emprunt marginal à l'ensemble de ses contrats de location.

Le taux d'emprunt marginal correspond au taux d'intérêt que Kering aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaires, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire à l'actif au titre du Droit d'utilisation sur contrats de location dans un environnement économique similaire.

Les taux d'emprunt marginal utilisés par Kering sont construits sur la base d'une combinaison de courbes de taux sans risque par devise/pays, des points de swap euro/devise ainsi que du spread de crédit de Kering, auquel s'ajoute la prise en compte de la nature du sous-jacent (immobilier).

A ces éléments, est ajouté un Beta « secteur » reflétant le risque spécifique par activité distinguant ainsi :

- Kering et les grandes Maisons de Mode et Maroquinerie : Gucci, Saint Laurent et Bottega Veneta ;
- Les Autres Maisons de Mode et Maroquinerie : Alexander McQueen, Balenciaga et Brioni ;
- Les Autres Maisons d'Horlogerie et Joaillerie : Boucheron, Pomellato, Qeelin, Sowind et Ulysse Nardin.

Les courbes de taux ainsi établies considèrent la durée moyenne des contrats de location et sont produites sur une base trimestrielle.

Enfin, les taux utilisés au 1^{er} janvier 2019 pour calculer l'impact de transition ont été construits sur la durée moyenne résiduelle des contrats à cette date.

4.1.5. Droits au bail pris en compte dans le calcul des Droits d'utilisation sur contrats de location

Au 1^{er} janvier 2019, les droits au bail se rattachant à certains contrats de location ont été reclassés dans l'État de la situation financière consolidée, de la ligne Marques et autres immobilisations incorporelles pour être présentés sur la ligne Droits d'utilisation sur contrats de location. En fonction des modalités juridiques propres à chaque droit au bail, ils sont soit amortis sur la durée du contrat de location sous-jacent, soit non amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.



4.1.6. Impôts différés relatifs aux contrats de location comptabilisés selon la norme IFRS 16

Au 1^{er} janvier 2019, il n'existe pas d'actif ou passif d'impôt différé au titre de la première application de la norme IFRS 16. En effet, la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée » n'induit aucun impact dans les capitaux propres à ce titre.

En revanche, l'évolution future des Passifs sur contrats de location et des Droits d'utilisation sur contrats de location, obéissant chacun à une logique d'amortissement propre (financier et linéaire respectivement), ainsi que d'éventuelles dépréciations accélérées, généreront des positions d'impôt différé sur les périodes ultérieures. Ces impôts différés seront reconnus en net (actif ou passif) contrat par contrat.

4.2. Méthode de transition et mesures de simplification appliquées au 1^{er} janvier 2019

4.2.1. Méthode de transition

Conformément aux dispositions transitoires décrites au paragraphe C5 (b) de la norme IFRS 16, Kering a choisi d'appliquer la méthode de transition dite « rétrospective partielle » consistant à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale dans ses comptes consolidés à la date de première application, à savoir au 1^{er} janvier 2019. Cette méthode de transition n'autorise pas le retraitement des périodes comparatives.

En application de cette méthode de transition, Kering a comptabilisé au 1^{er} janvier 2019 :

- des Passifs courants et non-courants sur contrats de location, au titre des contrats de locations antérieurement classés en tant que contrats de location opérationnelle en application de la norme IAS 17. Ces passifs correspondent à la valeur des paiements de loyers fixes restants actualisés au taux d'emprunt marginal applicable à chacun de ces contrats au 1^{er} janvier 2019 ;
- des Droits d'utilisation sur contrats de location pour les mêmes contrats, pour le montant du passif sur contrat de location correspondant, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient précédemment comptabilisés dans l'État de la situation financière consolidée dans les Autres actifs ou passifs courants.

En ce qui concerne les contrats de location qui étaient classés précédemment en contrats de location-financement selon la norme IAS 17 et faisaient partie de l'Endettement financier net, ils ont été reclassés pour être présentés dans les Passifs courants et non-courants sur contrats de location pour la même valeur. Les immobilisations corporelles correspondantes ont été reclassées pour leur part dans les droits d'utilisation sur contrats de location.

4.2.2. Mesures de simplification

En vertu des dispositions transitoires de la norme IFRS 16 § C10, Kering a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes pour l'ensemble des contrats de location concernés :

- Reprise du périmètre des contrats de location tels que définis par la norme IAS17 ;
- Exclusion des contrats de location à la durée résiduelle inférieure à un an à la date de transition, soit au 1^{er} janvier 2019 ;
- Utilisation des connaissances a posteriori pour déterminer la durée des contrats de location.



4.3. Incidence de la méthode de transition retenue sur les périodes ultérieures

L'application de la méthode de transition dite « rétrospective partielle » suppose, par ses modalités techniques, l'émergence de quelques biais de valorisation par rapport à la méthode rétrospective complète et qui auront une incidence sur les périodes ultérieures. Ces incidences sont au nombre de deux :

- L'utilisation des taux d'emprunt marginal calculés aux conditions de marché en vigueur au 1^{er} janvier 2019 pour tous les contrats de location dans un contexte de taux historiquement bas tend à surévaluer les Passifs sur contrats de location et les Droits d'utilisation correspondants reconnus dans l'État de la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2019. En effet, le taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1^{er} janvier 2019 s'élève à 2,3%. L'incidence sur les périodes ultérieures se traduira par une majoration de la Charge d'amortissement des droits d'utilisation sur contrats de location, impactant le Résultat opérationnel courant, par rapport à ce qu'elle aurait été si la méthode rétrospective complète eût été appliquée. A l'inverse, la Charge d'intérêt sur contrats de location sera minorée par rapport à ce qu'elle aurait été si la méthode rétrospective complète eût été appliquée au moyen de taux d'emprunt marginal historiques plus élevés.
- La prise en compte de la date du 1^{er} janvier 2019 comme date de début de tous les contrats de location en vigueur à la date de transition, indépendamment de leur date effective de début, se traduira sur les périodes ultérieures par une maximisation de la Charge d'intérêt sur contrats de location en 2019 et qui ira décroissant, pour ces contrats, tout au long de leur cycle de vie résiduelle, ce qui n'aurait pas été le cas si la méthode rétrospective complète eût été appliquée. Cet effet sera progressivement atténué au cours des périodes ultérieures, au fur et à mesure du renouvellement du portefeuille de contrats de location.

4.4. Impact de transition sur l'État de la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2019

ACTIF (en millions d'euros)	31/12/2018	1 ^{ère} application	
		IFRS 16	01/01/2019
Écarts d'acquisition	2 399,2		2 399,2
Marques et autres immobilisations incorporelles	7 393,6	(144,7)	7 248,9
Droits d'utilisation sur contrats de location	n.a.	3 759,1	3 759,1
Immobilisations corporelles	2 228,5	(120,2)	2 108,3
Participations dans les sociétés mises en équivalence	1 074,7		1 074,7
Actifs financiers non courants	336,3		336,3
Actifs d'impôt différé	830,1		830,1
Autres actifs non courants	34,2		34,2
Actif non courant	14 296,6	3 494,2	17 790,8
Stocks	2 414,7		2 414,7
Créances clients	849,5		849,5
Créances d'impôt courant	90,6		90,6
Autres actifs financiers courants	60,9		60,9
Autres actifs courants	899,5	(45,8)	853,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 216,6		2 216,6
Actif courant	6 531,8	(45,8)	6 486,0
Actifs détenus en vue de la vente	539,1		539,1
TOTAL ACTIF	21 367,5	3 448,4	24 815,9



PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2018	1 ^{ère} application IFRS 16	01/01/2019
Capitaux propres	10 061,6		10 061,6
Emprunts et dettes financières à long terme	3 171,6	(42,8)	3 128,8
Passifs non courants sur contrats de location	n.a.	3 177,2	3 177,2
Autres passifs financiers non courants	3,0		3,0
Provisions pour retraites et autres avantages similaires	88,0		88,0
Provisions	14,2		14,2
Passifs d'impôt différé	1 578,6		1 578,6
Autres passifs non courants	40,0		40,0
Passif non courant	4 895,4	3 134,4	8 029,8
Emprunts et dettes financières à court terme	756,4	(35,9)	720,5
Passifs courants sur contrats de location	n.a.	552,9	552,9
Autres passifs financiers courants	553,2		553,2
Dettes fournisseurs	745,8		745,8
Provisions pour retraites et autres avantages similaires	8,6		8,6
Provisions	255,7		255,7
Dettes d'impôt courant	1 303,3		1 303,3
Autres passifs courants	2 598,9	(203,0)	2 395,9
Passif courant	6 221,9	314,0	6 535,9
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente	188,6		188,6
TOTAL PASSIF	21 367,5	3 448,4	24 815,9

4.5. Réconciliation entre Engagements hors-bilan sur contrats de location simple au 31 décembre 2018 et les Passifs sur contrats de location au 1^{er} janvier 2019

<i>(en millions d'euros)</i>	Réconciliation
Engagements hors-bilan sur contrats de location simple au 31 décembre 2018 (publiés)	4 148,9
Effet du taux marginal d'emprunt sur les Engagements hors-bilan sur contrats de location simple au 31 décembre 2018	(432,3)
Engagements hors-bilan sur contrats de location simple au 31 décembre 2018 (actualisés au taux marginal d'emprunt)	3 716,6
Contrats de location dont la prise d'effet est postérieure au 1 ^{er} janvier 2019 (non inclus dans les Passifs sur contrats de location)	(196,1)
Contrats de location de courte durée (initiale et résiduelle au 1 ^{er} janvier 2019)	(57,1)
Contrats de location d'actifs de faible valeur	(3,0)
Différence d'estimation des durées de contrats de location (prise en compte d'options de renouvellement ou de résiliation dans les Passifs sur contrats de location)	168,9
Autres effets	100,8
Passifs sur contrats de location au 1^{er} janvier 2019	3 730,1



Note 5 – Secteurs opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	Gucci	Yves Saint Laurent	Bottega Veneta	Autres Maisons
1^{er} semestre 2019				
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	4 617,1	973,0	549,0	1 225,3
Résultat opérationnel courant	1 876,1	251,7	103,9	138,3
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS17) ⁽²⁾	1 867,0	246,8	100,6	133,1
<hr/>				
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	229,9	80,7	74,1	95,4
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	(98,0)	(20,8)	(11,0)	(12,9)
<hr/>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	125,1	55,3	29,2	61,7
<hr/>				
1^{er} semestre 2018				
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	3 852,8	808,2	552,2	995,5
Résultat opérationnel courant	1 470,5	198,0	132,5	85,0
<hr/>				
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	131,3	20,0	20,0	38,0
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	(80,8)	(24,2)	(22,5)	(18,6)
<hr/>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	114,4	32,7	32,7	42,1
<hr/>				
Exercice 2018				
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	8 284,9	1 743,5	1 109,1	2 109,2
Résultat opérationnel courant	3 275,2	459,4	242,0	214,4
<hr/>				
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	239,4	43,4	42,3	82,4
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	(199,0)	(38,3)	(38,4)	(39,9)
<hr/>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	312,7	89,0	68,6	140,0
<hr/>				
Actifs sectoriels au 31/12/2018	9 401,3	1 758,5	868,6	2 921,1
Passifs sectoriels au 31/12/2018	2 812,0	505,4	244,0	717,0

⁽¹⁾ Hors Groupe.

⁽²⁾ Le Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17) correspond au Résultat opérationnel courant comme si la norme IAS 17 lui avait été appliquée en lieu et place de la norme IFRS 16. Cet indicateur a été introduit dans le cadre de la transition à la norme IFRS 16 afin d'accompagner les utilisateurs des états financiers tant internes qu'externes. Cf. Rapport d'activité pour la réconciliation entre le Résultat opérationnel courant et le Résultat opérationnel courant ajusté (IAS 17).



<i>(en millions d'euros)</i>	Total Maisons	Corporate et autres	Total
1^{er} semestre 2019			
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	7 364,4	274,0	7 638,4
Résultat opérationnel courant	2 370,0	(117,3)	2 252,7
Résultat opérationnel courant ajusté (IAS17) ⁽²⁾	2 347,5	(119,1)	2 228,4
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	480,1	76,5	556,6
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	(142,7)	135,9	(6,8)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	271,3	112,4	383,7
1^{er} semestre 2018			
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	6 208,7	223,2	6 431,9
Résultat opérationnel courant	1 886,0	(114,1)	1 771,9
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	209,3	40,4	249,7
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	(146,2)	110,8	(35,4)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	221,9	89,1	311,0
Exercice 2018			
Produits des activités ordinaires ⁽¹⁾	13 246,7	418,5	13 665,2
Résultat opérationnel courant	4 191,0	(247,2)	3 943,8
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	407,5	84,4	491,9
Autres produits et charges opérationnels courants sans contrepartie en trésorerie	(315,6)	246,8	(68,8)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	610,3	217,7	828,0
Actifs sectoriels au 31/12/2018	14 949,5	1 269,7	16 219,2
Passifs sectoriels au 31/12/2018	4 278,4	587,2	4 865,6



Note 6 – Autres produits et charges opérationnels non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Charges opérationnelles non courantes	(44,8)	(44,1)
Charges de restructuration	(24,8)	(12,7)
Dépréciation d'actifs	(9,9)	(12,4)
Moins-values sur cessions d'actifs	-	(0,1)
Autres	(10,1)	(18,9)
Produits opérationnels non courants	2,6	4,5
Plus-values sur cessions d'actifs	0,1	0,5
Autres	2,5	4,0
Total	(42,2)	(39,6)

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe regroupent les éléments inhabituels de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique de chaque marque.

Au premier semestre 2019, les autres produits et charges opérationnels non courants représentent une charge nette de 42,2 millions d'euros et concernent principalement des charges de restructuration relatives aux opérations logistiques du Groupe et au pôle « Horlogerie et Joaillerie ».

Au premier semestre 2018, les autres produits et charges opérationnels non courants représentaient une charge nette de 39,6 millions d'euros et concernaient principalement l'ensemble des coûts associés au départ de Tomas Maier, Directeur de la Création de la Maison Bottega Veneta, ainsi que des charges de restructuration et de dépréciation d'actifs relatives au pôle « Couture et Maroquinerie ».

Note 7 – Charges financières (nettes)

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Coût de l'endettement financier net	(25,6)	(43,4)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6,1	2,8
Charges financières au coût amorti	(32,3)	(46,3)
Gains et pertes sur dérivés de couverture de flux de trésorerie	0,6	0,1
Autres produits et charges financiers	(59,0)	(53,7)
Gains et pertes nets sur actifs financiers évalués à la juste valeur	(0,3)	0,5
Gains et pertes de change	(4,1)	1,3
Part inefficace des couvertures de flux de trésorerie	(54,8)	(37,4)
Gains et pertes sur dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture (change et taux)	0,3	(0,2)
Effet de l'actualisation des actifs et passifs	(0,6)	(0,9)
Autres charges financières	0,5	(17,0)
Total Charges financières (nettes) hors contrats de location	(84,6)	(97,1)
Charge d'intérêt sur contrats de location ⁽¹⁾	(49,1)	n.a.
Total	(133,7)	(97,1)

⁽¹⁾ Cf. Note 4 – 1^{ère} application de la norme IFRS 16 – Locations.

Au premier semestre 2019, le coût de l'endettement financier net s'établit à 25,6 millions d'euros, en baisse significative, principalement sous l'effet favorable de la réduction de l'encours moyen obligataire, conséquence des rachats obligataires opérés sur l'exercice 2018 et des remboursements obligataires survenus en octobre 2018 et en avril 2019.

Les autres produits et charges financiers représentent au premier semestre 2019 une charge nette de 59,0 millions d'euros en hausse de 9,9 % par rapport au premier semestre 2018 (53,7 millions d'euros). Cette augmentation intègre des effets de change défavorables à hauteur de 22,8 millions dont la hausse du coût financier des couvertures de change. Cet effet négatif est minoré par l'impact favorable lié à la non reconduction, sur 2019, du coût financier exceptionnel de 16 millions d'euros constaté sur le premier semestre 2018 au titre des remboursements anticipés d'emprunts obligataires.



Note 8 – Impôt sur le résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Résultat avant impôt	2 076,8	1 635,2
Charge d'impôt courant	(1 864,5)	(515,1)
dont :		
Charge d'impôt liée à l'accord fiscal en Italie	(895,9)	-
Produit (Charge) d'impôt différé	415,1	130,1
Charge d'impôt	1 449,4	(385,0)
Taux d'impôt effectif	69,8 %	23,5 %

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Autres produits et charges opérationnels non courants	(42,2)	(39,6)
Résultat courant avant impôt	2 119,0	1 674,8
Impôt sur les Autres produits et charges opérationnels non courants	5,4	6,3
Charge d'impôt liée à l'accord fiscal en Italie	(895,9)	-
Charge d'impôt sur le résultat courant (hors effet accord fiscal en Italie)	(558,9)	(391,3)
Taux d'impôt effectif sur le résultat courant (hors effet accord fiscal en Italie)	26,4 %	23,4 %

Kering a annoncé le 9 mai 2019 avoir conclu un accord avec les autorités fiscales italiennes dans le cadre de la procédure ouverte à l'encontre de sa filiale suisse Luxury Goods International (LGI). L'accord, trouvé au terme d'une analyse approfondie et dans un esprit collaboratif mutuel, reconnaît que les réclamations soulevées par l'audit fiscal concernaient d'une part l'existence d'un établissement stable en Italie sur la période 2011-2017, avec les profits associés, et d'autre part, les prix de transfert intra-groupe appliqués pour la même période entre LGI et Guccio Gucci S.p.A..

Selon les termes de l'accord, le montant des impôts supplémentaires à payer s'établit à 897 millions d'euros, auxquels s'ajoutent des pénalités et intérêts. Le montant total s'établit ainsi à 1,25 milliard d'euros. Le Groupe a par ailleurs tiré les conséquences de cet accord dans l'évaluation de la charge d'impôt de LGI et de Guccio Gucci S.p.A. de 2018 et a comptabilisé un passif à ce titre.

Nette de la reprise de provision constituée à fin 2018 au titre des risques relatifs à la politique de prix de transfert, le montant total de charge d'impôt liée à l'accord fiscal en Italie comptabilisée au 30 juin 2019 s'établit à 896 millions d'euros.

Retraînée de cet effet, la progression du taux d'impôt effectif sur le résultat courant est ainsi liée, pour une large part, à la profonde refonte en cours du modèle opérationnel des Maisons, notamment en termes de *supply chain* et de logistique.

Cette évolution du modèle opérationnel et de la chaîne de valeur au sein du Groupe entraîne donc une augmentation significative des passifs d'impôts exigibles mais également des actifs d'impôt différé, tant en termes de reconnaissance des reports déficitaires qu'en termes de différences temporaires.



Note 9 – Activités abandonnées

Sur le premier semestre 2019, les activités abandonnées regroupent les activités de Stella McCartney, Volcom et Christopher Kane. En 2018, elles comprenaient également l'activité de PUMA jusqu'au 16 mai 2018.

Le 13 février 2019, le Groupe a cédé à Christopher Kane les parts qu'il détenait dans la marque éponyme.

Le 2 avril 2019, le Groupe a annoncé avoir finalisé la cession de la marque Volcom tel que décrit dans les Faits Marquants (cf. Note 3.1 - Recentrage stratégique et activités abandonnées).

Depuis fin mars 2019, à la date anniversaire de l'accord signé en 2018 entre Kering et Mademoiselle Stella McCartney sur la cession de la participation de Kering dans la société Stella McCartney Ltd, la phase de transition et de séparation des activités de la marque (carve-out) était quasiment finalisée. La cession effective des titres détenus par Kering est intervenue le 15 juillet 2019. La plus-value de cession et l'encaissement du prix correspondant seront en conséquence constatés sur le second semestre 2019.

9.1. Impact sur le compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018
Produits des activités ordinaires	148,6	1 672,7	1 949,5
Coût des ventes	(67,0)	(845,5)	(979,7)
Marge brute	81,6	827,2	969,8
Charges de personnel	(46,8)	(224,4)	(275,2)
Autres produits et charges opérationnels courants	(64,1)	(460,6)	(547,0)
Résultat opérationnel courant	(29,3)	142,2	147,6
Autres produits et charges opérationnels non courants	(0,8)	(134,1)	(175,2)
Résultat opérationnel	(30,1)	8,1	(27,6)
Charges financières (nettes)	(5,4)	(17,6)	(26,4)
Résultat avant impôt	(35,5)	(9,5)	(54,0)
Impôt sur le résultat	(13,1)	(16,9)	(29,1)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	(0,9)	(0,9)
Résultat net de cession des activités abandonnées	(11,4)	1 175,5	1 179,2
Résultat net des activités abandonnées	(60,0)	1 148,2	1 095,2
dont part du Groupe	(43,7)	1 130,7	1 084,3
dont part des intérêts non contrôlés	(16,3)	17,5	10,9

Au 30 juin 2018, la perte de contrôle de PUMA à la suite de la distribution du dividende en nature se traduisait par une plus-value nette de 1 177 millions d'euros.



9.2. Impact sur l'état des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(50,9)	(174,4)	(193,8)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	(29,0)	(36,6)	(71,2)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(9,3)	110,7	98,0
Incidence des variations des cours de change	(1,1)	2,0	2,6
Flux nets de trésorerie	(90,3)	(98,3)	(164,4)
Trésorerie d'ouverture ou flux nets et variation des flux intragroupes	16,4	(231,2)	(214,7)
Flux nets liés aux activités abandonnées	(73,9)	(329,5)	(379,1)

Note 10 – Résultats par action

10.1. Résultats par action

Résultat par action au 1^{er} semestre 2019

<i>(en millions d'euros)</i>	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	579,7	623,4	(43,7)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	126 332 226	126 332 226	126 332 226
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(526 197)	(526 197)	(526 197)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 806 029	125 806 029	125 806 029
Résultat de base par action (en euros)	4,61	4,96	(0,35)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	579,7	623,4	(43,7)
Instruments convertibles et échangeables	-	-	-
Résultat net part du Groupe dilué	579,7	623,4	(43,7)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 806 029	125 806 029	125 806 029
Actions ordinaires potentielles dilutives	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	125 806 029	125 806 029	125 806 029
Résultat dilué par action (en euros)	4,61	4,96	(0,35)



Résultat par action au 1^{er} semestre 2018

<i>(en millions d'euros)</i>	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 359,6	1 228,9	1 130,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	126 279 322	126 279 322	126 279 322
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(332 815)	(332 815)	(332 815)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 946 507	125 946 507	125 946 507
Résultat de base par action (en euros)	18,74	9,76	8,98
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 359,6	1 228,9	1 130,7
Instruments convertibles et échangeables	-	-	-
Résultat net part du Groupe dilué	2 359,6	1 228,9	1 130,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 946 507	125 946 507	125 946 507
Actions ordinaires potentielles dilutives	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	125 946 507	125 946 507	125 946 507
Résultat dilué par action (en euros)	18,74	9,76	8,98

Résultat par action de l'exercice 2018

<i>(en millions d'euros)</i>	Ensemble consolidé	Activités poursuivies	Activités abandonnées
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 714,9	2 630,6	1 084,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	126 332 226	126 332 226	126 332 226
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(376 188)	(376 188)	(376 188)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 956 038	125 956 038	125 956 038
Résultat de base par action (en euros)	29,49	20,88	8,61
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 714,9	2 630,6	1 084,3
Instruments convertibles et échangeables	-	-	-
Résultat net part du Groupe dilué	3 714,9	2 630,6	1 084,3
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 956 038	125 956 038	125 956 038
Actions ordinaires potentielles dilutives	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	125 956 038	125 956 038	125 956 038
Résultat dilué par action (en euros)	29,49	20,88	8,61



10.2. Résultats par action des activités poursuivies hors éléments non courants

Les éléments non courants concernent le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants » du compte de résultat pour son montant net d'impôts et d'intérêts non contrôlés.

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	2018
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	623,4	1 228,9	2 630,6
Autres produits et charges opérationnels non courants	(42,2)	(39,6)	(222,4)
Impôt sur autres produits et charges opérationnels non courants	5,4	6,3	36,3
Charge d'impôt liée à l'accord fiscal en Italie	(895,9)	-	-
Résultat net hors éléments non courants	1 556,1	1 262,2	2 816,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	126 332 226	126 279 322	126 332 266
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(526 197)	(332 815)	(376 188)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 806 029	125 946 507	125 956 038
Résultat hors éléments non courants de base par action (en euros)	12,37	10,02	22,36
Résultat net hors éléments non courants	1 556,1	1 262,2	2 816,7
Instruments convertibles et échangeables	-	-	-
Résultat net part du Groupe dilué	1 556,1	1 262,2	2 816,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	125 806 029	125 946 507	125 956 038
Actions ordinaires potentielles dilutives	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	125 806 029	125 946 507	125 956 038
Résultat dilué par action (en euros)	12,37	10,02	22,36

Note 11 – Autres éléments du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	Brut	Impôt	Net
Écart de conversion	(2,6)		(2,6)
Couvertures des flux de trésorerie	22,5	(1,2)	21,3
- <i>variation de juste valeur</i>	(23,0)		
- <i>recyclage en résultat</i>	45,5		
Actifs financiers évalués à la juste valeur	(0,1)		(0,1)
- <i>variation de juste valeur</i>	(0,1)		
- <i>gains (pertes) sur actifs financiers évalués à la juste valeur</i>	-		
Quote-part des autres éléments de résultat global des sociétés mises en équivalence	(5,1)		(5,1)
Écarts actuariels	(12,8)	2,4	(10,4)
Autres éléments du résultat global au 1^{er} semestre 2019	1,9	1,2	3,1
Écart de conversion	(97,4)		(97,4)
Couvertures des flux de trésorerie	(95,3)	4,0	(91,3)
- <i>variation de juste valeur</i>	(159,4)		
- <i>recyclage en résultat</i>	64,1		
Actifs financiers évalués à la juste valeur	(2,8)		(2,8)
- <i>variation de juste valeur</i>	(2,8)		
- <i>gains (pertes) sur actifs financiers évalués à la juste valeur</i>	-		
Quote-part des autres éléments de résultat global des sociétés mises en équivalence	8,4		8,4
Écarts actuariels	10,8	(2,5)	8,3
Autres éléments du résultat global au 1^{er} semestre 2018	(176,3)	1,5	(174,8)
Écart de conversion	(70,6)		(70,6)
Couvertures des flux de trésorerie	(148,8)	6,8	(142,0)
- <i>variation de juste valeur</i>	(53,3)		
- <i>recyclage en résultat</i>	(95,5)		
Actifs financiers évalués à la juste valeur	(13,3)		(13,3)
- <i>variation de juste valeur</i>	(13,7)		
- <i>gains (pertes) sur actifs financiers évalués à la juste valeur</i>	0,4		
Quote-part des autres éléments de résultat global des sociétés mises en équivalence	12,0		12,0
Écarts actuariels	12,0	(2,4)	9,6
Autres éléments du résultat global pour l'exercice 2018	(208,7)	4,4	(204,3)

Un montant négatif sur la ligne « recyclage en résultat » signifie qu'un produit est enregistré dans le compte de résultat. A contrario, un montant positif sur la ligne « recyclage en résultat » signifie qu'une charge est enregistrée dans le compte de résultat.

Le montant des réévaluations des instruments de couverture des flux de trésorerie transféré en résultat est comptabilisé dans la marge brute.



Note 12 – Participations dans les sociétés mises en équivalence

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
PUMA (15,85 %)	1 053,6	1 044,7	1 028,3
Autres participations dans les sociétés mises en équivalence	31,1	30,0	29,0
Total	1 084,7	1 074,7	1 057,3

La valeur de marché des titres de PUMA détenus par Kering, au dernier cours de clôture du 28 juin 2019, soit 59 € l'action, s'élève à 1 389 millions d'euros. Le résultat de PUMA au 30 juin 2019 n'étant pas disponible à la date d'arrêt des comptes, la quote-part de résultat correspondante a été estimée sur la base du dernier consensus Vara.

Au 30 juin 2019, les autres participations dans les sociétés mises en équivalence concernent les participations dans Altuzarra, WG Alligator Farm et Wall's Gator Farm.

Note 13 – Capitaux propres

Au 30 juin 2019, le capital social s'élève à 505 117 288 euros. Il est composé de 126 279 322 actions entièrement libérées de valeur nominale de 4 euros, inchangé par rapport au 31 décembre 2018.

13.1. Actions Kering auto-détenues et options sur titres Kering

Contrat de liquidité

Kering et Rothschild Martin Maurel ont signé un nouveau contrat de liquidité qui est entré en vigueur le 13 février 2019. Ce nouveau contrat a été établi à la suite des évolutions de la réglementation relative aux contrats de liquidité, en conformité avec la décision AMF n° 2018-01 du 2 juillet 2018, applicable à compter du 1^{er} janvier 2019. Ce nouveau contrat remplace le précédent contrat de liquidité conclu avec Rothschild Martin Maurel. La plateforme de négociation sur lesquelles les transactions au titre de ce contrat de liquidité seront effectuées est Euronext Paris.

Dans le cadre de ce contrat de liquidité, le Groupe a procédé au premier semestre 2019 à l'acquisition de 79 466 titres et à la cession de 79 466 titres. Par conséquent, Kering ne détient aucune de ses actions au 30 juin 2019 au titre du contrat de liquidité (aucune action détenue au 31 décembre 2018).

Programme de rachat d'actions

Dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2018, le Groupe a procédé en 2019 à l'acquisition de 323 839 titres complémentaires, représentant un total toujours en sa possession de 752 856 titres au 30 juin 2019. Ces actions sont destinées à être annulées une fois le programme de rachat achevé.



13.2. Dividendes

L'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018 a décidé, le 24 avril 2019, le versement d'un dividende en numéraire de 10,50 euros par action au titre de cet exercice.

Compte tenu d'un acompte en numéraire de 3,50 euros par action déjà mis en paiement le 17 janvier 2019 pour un montant de 442,0 millions d'euros, un solde en numéraire de 7,00 euros par action a été mis en paiement le 6 mai 2019 pour un montant de 878,1 millions d'euros. Le montant total du dividende en numéraire ainsi versé s'est établi à 1 320,1 millions d'euros.

Note 14 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Trésorerie	2 269,6	1 686,6	1 345,9
Équivalents de trésorerie	181,3	530,0	580,4
Total	2 450,9	2 216,6	1 926,3

Au 30 juin 2019, les équivalents de trésorerie comprennent des certificats de dépôts et des dépôts à terme de moins de trois mois.



Note 15 – Dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2019	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà	31/12/2018	30/06/2018
Emprunts et dettes financières à long terme	2 910,2		614,3	702,8	1,1	509,6	1 082,4	3 171,6	3 459,8
Emprunts obligataires	2 462,0		491,4	618,1		508,5	844,0	2 592,1	2 900,9
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	102,9		41,0	50,0	1,1	1,1	9,7	160,0	162,2
Dettes sur contrats de location-financement	n.a.							42,8	44,7
Autres dettes financières	345,3		81,9	34,7			228,7	376,7	352,0
Emprunts et dettes financières à court terme	1 675,3	1 675,3						756,4	1 259,5
Emprunts obligataires	131,8	131,8						244,1	799,3
Utilisation des lignes de crédit non confirmées	8,2	8,2						7,6	6,2
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	116,8	116,8						40,0	97,0
Dettes sur contrats de location-financement	n.a.							35,9	36,7
Découverts bancaires	483,1	483,1						380,3	259,5
Billets de trésorerie	876,2	876,2							-
Autres dettes financières	59,2	59,2						48,5	60,8
Total	4 585,5	1 675,3	614,3	702,8	1,1	509,6	1 082,4	3 928,0	4 719,3
%		36,5%	13,4%	15,3%	0,1%	11,1%	23,6%		

Au 30 juin 2019, les emprunts obligataires représentent 56,6 % de la dette brute contre 72,2 % au 31 décembre 2018 et 78,4 % au 30 juin 2018.

La part des dettes à plus d'un an représente 63,5 % de l'endettement brut global au 30 juin 2019 (80,7 % au 31 décembre 2018 et 73,3 % au 30 juin 2018).

Au 30 juin 2019, le Groupe dispose de 3 135,0 millions d'euros de lignes de crédit confirmées. Le solde des lignes de crédit confirmées non utilisées au 30 juin 2019 s'élève à 3 135,0 millions d'euros.

Les tirages à court terme sur des lignes adossées à des crédits confirmés à plus d'un an sont classés dans les échéances à plus d'un an.

Les « Autres dettes financières » incluent 385,5 millions d'euros au titre des options de vente accordées à des intérêts non contrôlés (393,4 millions d'euros au 31 décembre 2018 et 380,8 millions d'euros au 30 juin 2018). Elles incluent également les intérêts courus.



Note 16 – Instruments dérivés en valeur de marché

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	Risque de taux d'intérêt	Risque de change	Autres risques de marché	31/12/2018	30/06/2018
Dérivés actif	50,7	0,3	49,1	1,3	54,1	45,8
Non Courant					1,5	2,0
Dérivés actif - à la juste valeur par le résultat						
Dérivés actif - couverture de flux de trésorerie					1,5	2,0
Dérivés actif - couverture de juste valeur						
Courant	50,7	0,3	49,1	1,3	52,6	43,8
Dérivés actif - à la juste valeur par le résultat	4,8		4,8		31,7	30,8
Dérivés actif - couverture de flux de trésorerie	43,2	0,3	41,6	1,3	16,8	7,2
Dérivés actif - couverture de juste valeur	2,7		2,7		4,1	5,8
Dérivés passif	68,6	0,5	68,1		114,1	105,5
Non Courant	5,4	0,5	4,9		3,0	0,7
Dérivés passif - à la juste valeur par le résultat	4,9		4,9		2,5	
Dérivés passif - couverture de flux de trésorerie	0,5	0,5			0,5	0,7
Dérivés passif - couverture de juste valeur						
Courant	63,2		63,2		111,1	104,8
Dérivés passif - à la juste valeur par le résultat	7,8		7,8		33,7	42,7
Dérivés passif - couverture de flux de trésorerie	50,6		50,6		73,0	57,1
Dérivés passif - couverture de juste valeur	4,8		4,8		4,4	5,0
TOTAL	(17,9)	(0,2)	(19,0)	1,3	(60,0)	(59,7)

L'évaluation des dérivés au 30 juin 2019 a été effectuée en prenant en compte l'ajustement de crédit de valeur (CVA) et l'ajustement de débit de valeur (DVA) conformément à la norme IFRS 13. La probabilité de défaut est déduite des données de marché lorsqu'elles sont disponibles pour la contrepartie. L'impact est non matériel pour le Groupe en date d'arrêt.



Note 17 – Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers

Les principes de mesure des instruments financiers et leur valeur de marché au 30 juin 2019 s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019		Ventilation par classification comptable			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Juste valeur par les autres éléments du résultat global	Prêts et créances	Coût amorti
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	372,8	372,8		69,4	303,4	
Actif courant						
Créances clients	956,7	956,7				956,7
Autres actifs financiers courants	58,4	58,4			7,7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 450,9	2 450,9	181,3			2 269,6
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	2 910,2	3 079,0				2 910,2
Autres passifs financiers non courants	5,4	5,4				
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	1 675,3	1 675,5				1 675,3
Autres passifs financiers courants	69,3	69,3				6,1
Dettes fournisseurs	796,4	796,4				796,4

<i>(en millions d'euros)</i>	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture	Instruments dérivés sans comptabilité de couverture	31/12/2018		30/06/2018	
			Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur comptable	Valeur de marché
Actif non courant						
Actifs financiers non courants			336,3	336,3	325,0	325,0
Actif courant						
Créances clients			849,5	849,5	877,1	877,1
Autres actifs financiers courants	45,9	4,8	60,9	60,9	49,9	49,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie			2 216,6	2 216,6	1 926,3	1 926,3
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme			3 171,6	3 261,3	3 459,8	3 586,7
Autres passifs financiers non courants	0,5	4,9	3,0	3,0	0,7	0,7
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme			756,4	759,7	1 259,5	1 271,0
Autres passifs financiers courants	55,4	7,8	553,2	553,2	108,1	108,1
Dettes fournisseurs			745,8	745,8	746,7	746,7

Note 18 – Endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Dettes financières brutes	4 585,5	3 928,0	4 719,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 450,9)	(2 216,6)	(1 926,3)
Endettement financier net	2 134,6	1 711,4	2 793,0



Note 19 – Tableau des flux de trésorerie

19.1. Réconciliation de la trésorerie et équivalents de trésorerie présentés au bilan et dans le tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018	30/06/2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
- État de la situation financière	2 450,9	2 216,6	1 926,3
Découverts bancaires	(483,1)	(380,3)	(259,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
- Tableau des flux de trésorerie	1 967,8	1 836,3	1 666,8

19.2. Composition de la capacité d'autofinancement

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Résultat net des activités poursuivies	648,1	1 247,2
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	556,6	249,7
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie :		
dont :		
Produits et charges opérationnels courants (Note 5) :		
<i>Juste valeur des couvertures de change opérationnelles</i>	44,6	(63,0)
<i>Autres éléments</i>	(51,4)	27,6
Autres produits et charges :	(458,4)	(40,3)
<i>Dépréciation d'actifs</i>	9,9	12,4
<i>Juste valeur des couvertures de change en résultat financier</i>	(43,2)	67,5
<i>Charge (Produit) d'impôt différé</i>	(415,1)	(130,1)
<i>Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence</i>	(20,7)	3,0
<i>Autres éléments</i>	10,7	6,9
Capacité d'autofinancement	739,5	1 421,2

19.3. Émission et remboursement d'emprunts

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Émission d'emprunts	34,8	8,2
Remboursement d'emprunts	(264,2)	(413,5)
Augmentation / Diminution des autres dettes financières	861,6	(21,7)
Total	632,2	(427,0)



Au 30 juin 2019, les remboursements d'emprunts incluent notamment le remboursement du solde de 245 millions d'euros de l'emprunt obligatoire échéance 23 avril 2019, émis en avril 2012 au taux de 3,125 % et racheté partiellement en 2018.

Les variations des emprunts et autres dettes concernent majoritairement les émissions et remboursements de billets de trésorerie de Kering Finance et plus marginalement ceux liés aux emprunts bancaires libellés en yens.

Note 20 – Passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels

Dans le cadre de la refonte en cours de son organisation logistique et des investissements prévus en Italie, Kering s'est engagé auprès de différents partenaires à prendre en location une plateforme logistique et à financer les équipements qui y seront installés. Au 30 juin 2019, ces engagements représentent environ 150 millions d'euros.

A cette exception et à la connaissance du Groupe, il n'existe pas de nouveau passif éventuel, engagement contractuel ou risque éventuel significatif.

Note 21 – Transactions avec les parties liées

La société Kering SA est contrôlée par Artémis, elle-même détenue en totalité par la société Financière Pinault. Au 30 juin 2019, le groupe Artémis détient 40,9 % du capital et 57,9 % des droits de vote de Kering SA.

Les principales opérations du premier semestre 2019, entre Artémis et l'ensemble des sociétés consolidées du Groupe Kering sont :

- le versement du solde du dividende en numéraire de l'exercice 2018 soit, un dividende de 361,6 millions d'euros, ainsi qu'un acompte sur dividende de 180,8 millions d'euros payé en janvier 2019 (309,7 millions d'euros pour l'ensemble du dividende 2017) ;
- la constatation, d'une redevance de 2,6 millions d'euros au premier semestre 2019 (2,2 millions d'euros au premier semestre 2018) au titre, d'une part, d'une mission de conseil et d'étude en matière de développement et d'appui dans la réalisation d'opérations complexes et, d'autre part, de la fourniture d'opportunités de développement d'affaires ou de facteurs de réduction des coûts. Cette rémunération fait l'objet d'une convention examinée par le Comité d'audit et autorisée par le Conseil d'administration.

Note 22 – Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 30 juin 2019 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2019.



3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Aux Actionnaires de la société KERING,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KERING, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 4 et 2.2.1 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés, qui exposent respectivement les effets de la première application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 « *Contrats de location* » et de l'interprétation IFRIC 23 « *Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat* ».



II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 25 juillet 2019

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit

Département de KPMG SA

Isabelle Allen

Grégoire Menou

Deloitte & Associés

Frédéric Moulin



4. DÉCLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice, ainsi que des principales transactions entre parties liées.

Fait à Paris, le 25 juillet 2019

Jean-François Palus, Directeur général délégué

Jean-Marc Duplaix, Directeur Financier



K E R I N G



Société anonyme au capital de 505 117 288 euros

Siège social : 40 rue de Sèvres, 75007 Paris

552 075 020 RCS Paris

Tél. : +33 (0)1 45 64 61 00

kering.com

Ce document a été réalisé par un imprimeur éco-responsable diplômé Imprim'Vert sur du papier certifié PEFC fabriqué à partir de bois issu de forêts gérées durablement.

Empowering Imagination